

**Art. 35.** Het erkende centrum, krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 november 1990 betreffende de organisatie van opleidingscentra voor gezinsbijstand, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht te zijn erkend krachtens dit decreet.

Het centrum bedoeld in het eerste lid beschikt over een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 5 van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,  
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1704 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2024/008365]

**6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie 2, livre III, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 150, 151, 151/2, 152, 152/1, 152/3, 152/4, 152/5, 152/6, 152/7, 152/8, 152/9, 153, 153/2, 153/5, 153/7, 153/8, 153/9, 153/10, 153/11, 153/12, 153/13, 154, 154/1, 154/2, 154/4, 155, 155/2, 155/3, 155/4, 155/6, 155/7, 155/8, 155/9, 155/10, 155/11, 156, 157 et 157/1, tels que modifiés, insérés ou rétablis par le décret du 14 mars 2024 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu le rapport du 15 juin 2023 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis 76.090/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel, donné le 27 mai 2024 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et de l'Egalité des chances ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Livre III de la Partie 2 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé les mots « du Code » sont à chaque fois compétés par le mot « décréto ».

**Art. 3.** Dans l'article 236 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 2<sup>o</sup> l'administration : le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ; » ;

2° le, 3°, le 5° et le 7° sont abrogés.

**Art. 4.** L'article 236/1 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 236/2 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) les mots « d'accompagnement » sont remplacés par les mots « de concertation » ;

b) au 2°, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq » ;

c) au 3°, les mots « un représentant » sont remplacés par les mots « deux représentants » ;

d) au 4°, les mots « de l'organisme » sont remplacés par les mots « des organismes » et le mot « agréé » est abrogé ;

e) au 5°, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq » et les mots « chacun représentant un des axes repris à l'article 154 du Code, désignés par le Ministre après un appel à candidatures » sont supprimés ;

f) il est inséré un 6° rédigé comme suit : « 6° un représentant des services d'accompagnement à l'autonomie des MENA. » ;

g) il est inséré un 7° rédigé comme suit : « 7° un représentant de l'observatoire wallon de l'intégration des personnes étrangères » ;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés avant l'alinéa 2 :

« Les représentants visés au 2°, 4°, 5° et 6° sont désignés par le Ministre à la suite d'un appel à candidature. Les autres représentants sont désignés par leur institution sur invitation de l'administration.

Le Comité se réunit au minimum deux fois par an. ».

**Art. 6.** Dans le titre II de la Partie 2, Livre III, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2022, les mots « primo-arrivants » sont chaque fois remplacés par les mots « personnes primo-arrivantes », les mots « le primo-arrivant » sont chaque fois remplacés par les mots « la personne primo-arrivante », les mots « au primo-arrivant » sont chaque fois remplacés par les mots « à la personne primo-arrivante » et les mots « du primo-arrivant » sont chaque fois remplacés par les mots « de la personne primo-arrivante ».

**Art. 7.** Dans l'article 237, alinéa 2, 4°, du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée » sont remplacés par les mots « loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques ».

**Art. 8.** L'article 237/1 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 est abrogé.

**Art. 9.** Dans l'article 237/2 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « afin de dispenser le module d'accueil visé à l'article 152, alinéa 2, 1°, du Code ;

b) à l'alinéa 3, les mots « Ils sont informés » sont remplacés par les mots « Elles sont informées » ;

c) les alinéas 4, 5 et 6 sont abrogés ;

2° le paragraphe 2 est abrogé ;

3° dans le paragraphe 3 :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « bureau d'accueil » sont remplacés par le mot « centre » ;

b) les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« L'information sur les droits et devoirs porte au moins sur les thématiques suivantes : la procédure de demande de nationalité, les droits et devoirs consacrés par la Constitution et par la Convention européenne des droits humains ainsi que les droits et devoirs des bénéficiaires en matière de santé, d'égalité des chances, de lutte contre le racisme et de lutte contre les discriminations basées sur le genre.

Les droits et devoirs des bénéficiaires en matière de logement, de mobilité, d'emploi, de formation et d'enseignement sont abordés selon les besoins constatés par le centre. » ;

4° dans le paragraphe 4:

a) à l'alinéa 2, les mots « notamment à propos de sa situation familiale, professionnelle, socio-économique, relationnelle, sa formation, son état de santé, son handicap, ses conditions de logement » sont remplacés par les mots « visées à l'article 152/3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du Code décréteil » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

c) les alinéas 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit :

« Le besoin de formation à la langue française est établi sur la base du niveau obtenu lors du test de positionnement en français. Les centres se réfèrent aux niveaux déterminés par le cadre européen commun de référence pour les langues, pour évaluer le besoin de formation. Le primo-arrivant ayant un niveau A2 en moyenne est dispensé des modules de formation à la langue française visés à l'article 152/4, § 2, du Code. Par les termes « en moyenne », on entend que l'atteinte d'un niveau en langue est appréciée en moyenne globale sur l'ensemble des compétences langagières et non pas en moyenne sur chacune des compétences langagières.

Le besoin d'une orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté est établi sur base des constats tirés lors du bilan social. La personne primo-arrivante déjà inscrite dans un processus d'insertion socioprofessionnelle à la date du bilan social est dispensée de l'orientation. » ;

d) il est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Les données récoltées dans le cadre du bilan social sont conservées pendant trois ans conformément à l'article 152/9 § 4, du Code. »

**Art. 10.** Dans l'article 237/3, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, les mots « en moyenne » sont insérés entre le mot « atteint » et les mots « le niveau A2 » et les mots « Par les termes « en moyenne », on entend que l'atteinte d'un niveau en langue est appréciée en moyenne globale sur l'ensemble des compétences langagières et non pas en moyenne sur chacune des compétences langagières » sont ajoutés après « en français. » ;

b) dans l'alinéa 2, le mot « courrier » est remplacé par le mot « envoi » ;

c) dans l'alinéa 3, les mots « au centre » sont remplacés par les mots « aux centres ».

**Art. 11.** Dans l'article 237/4 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « fréquentation » est remplacé par les mots « fin de parcours » ;

2<sup>o</sup> un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 2 : « Par absence dûment justifiée, on entend les motifs repris à l'article 251, § 4, alinéa 3 » ;

3<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Les opérateurs fournissent aux centres les données utiles à l'établissement de l'attestation de fin de parcours. Ces données comprennent au minimum le volume horaire de formation suivi ainsi que le niveau atteint en fin de formation. L'attestation est conservée par le centre pendant dix ans à dater de la délivrance de l'attestation conformément à l'article 152/9, § 4, du Code. ».

**Art. 12.** Les articles 237/6, 237/7 et 237/8 du même code sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 237/6. Les formateurs à la langue française visés à l'article 152/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du Code décretaal, rencontrent, au moins, lors de leur engagement, une des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent en lien avec l'apprentissage du français ou du français langue étrangère ;

2<sup>o</sup> disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent

3<sup>o</sup> disposer d'un certificat en lien avec le français langue étrangère ;

4<sup>o</sup> disposer d'une validation des compétences en lien avec l'apprentissage du français ou du français langue étrangère délivrée par un organisme reconnu par la Région ou par la Communauté française ;

5<sup>o</sup> disposer au minimum d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur et d'une expérience utile en qualité de formateur en français langue étrangère de trois ans minimum ;

6<sup>o</sup> disposer au minimum d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur et d'une expérience utile en qualité de formateur en français langue étrangère de six ans minimum.

Les formateurs à la langue française visés au 2<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> doivent avoir obtenu ou s'engager à obtenir, dans les deux ans de leur engagement, une attestation de suivi d'une formation spécifique dans l'apprentissage du français dont le contenu répond au cadre de référence approuvé par le gouvernement.

Les formateurs à la langue française ont également au minimum le niveau C1 en français du Cadre européen commun de référence pour les langues.

Les opérateurs visés à l'article 152/4, § 1<sup>er</sup>, du Code décretaal se réfèrent aux niveaux déterminés par le cadre européen commun de référence pour les langues pour constituer les groupes de formation.

La formation à la langue française est dispensée de manière collective par groupes de minimum huit à maximum quinze participants en moyenne annuelle avec un volume horaire minimum de huit heures par semaine par groupe. Le niveau des groupes est homogène sauf exception motivée par l'opérateur visé à l'article 152/4 du Code et validée par l'administration.

La formation à la langue française peut inclure des tables de conversation à concurrence de maximum un quart du volume horaire total de la formation suivie par la personne primo-arrivante.

Les opérateurs visés à l'article 152/4, § 1<sup>er</sup>, du Code, peuvent effectuer le test de positionnement visé à l'article 152/1, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, du Code et le test de validation visé à l'article 152/4, § 2, alinéa 3, du Code moyennant concertation avec le centre compétent.

Art. 237/7. § 1<sup>er</sup>. Les formateurs à la citoyenneté visés à l'article 152/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code répondent au moins, lors de leur engagement, à l'une des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> disposer d'un titre pédagogique ;

2<sup>o</sup> disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent ;

3<sup>o</sup> disposer d'une attestation de suivi d'une formation pédagogique spécifique dont le contenu répond au cadre de référence adopté par le Gouvernement wallon ;

4<sup>o</sup> disposer au minimum d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur et d'une expérience utile de trois ans minimum en formation d'adultes ;

5<sup>o</sup> disposer au minimum d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur avec une expérience utile de six ans minimum en formation d'adultes.

Les personnes visées au 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> doivent avoir obtenu ou s'engager à obtenir dans les deux ans de leur engagement l'attestation visée au 3<sup>o</sup>.

Les formateurs à la citoyenneté ont au minimum le niveau C1 du Cadre européen commun de référence pour les langues dans la langue de formation.

Ils ont également suivi ou s'engagent à suivre, dans les deux ans de leur engagement, une formation abordant l'intégration des personnes étrangères, l'interculturalité et au minimum les thématiques reprises à l'article 152/5, § 2, du Code.

§ 2. Outre les conditions reprises au § 1<sup>er</sup>, les formateurs à la citoyenneté dispensant les formations dans une langue autre que le français possèdent lors de leur engagement au minimum le niveau B1 en français du Cadre européen commun de référence pour les langues.

§ 3. La formation à la citoyenneté est dispensée par groupes de minimum huit à maximum quinze participants en moyenne annuelle.

§ 4. La reconnaissance spécifique visée à l'article 152/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup> du Code est octroyée sur demande adressée par l'organisme au Ministre. La demande doit être dûment motivée.

Le Ministre statue sur la demande dans un délai de trois mois à dater de la réception de la demande.

La décision du Ministre est notifiée à l'organisme par envoi recommandé.

Art. 237/8. Les opérateurs visés à l'article 152/6 du Code sont chargés d'orienter les personnes primo-arrivantes vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté. Ce travail s'appuie sur les besoins de la personne primo-arrivante et sur la nécessité de favoriser l'accès à l'emploi et à la formation en tenant compte notamment de l'articulation avec les besoins des filières des métiers en pénurie.

L'orientation socioprofessionnelle comporte un minimum de quatre heures et est réalisée au minimum sur la base de la qualification, de l'identification des compétences, du parcours professionnel et des besoins de la personne primo-arrivante.

L'orientation permet d'apporter des réponses appropriées aux difficultés rencontrées par le bénéficiaire, via notamment un entretien individualisé, une formation, un coaching, une aide administrative, une séance d'information collective ou un plan d'actions individuel. ».

**Art. 13.** Dans l'article 238, § 1<sup>er</sup>, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, le mot « informé » est remplacé par le mot « informée » et le 4<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 14.** L'article 238/1 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 238/1. § 1<sup>er</sup>. Un mois avant l'échéance du délai de trois mois visé à l'article 152/7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code, le centre adresse à la personne primo-arrivante qui ne s'est pas présentée, un rappel des obligations visées à l'article 152/7, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Code et des sanctions applicables en cas de méconnaissance de l'obligation visée à l'article 152/7, § 2, du Code.

Le rappel est envoyé par courrier recommandé ou par envoi électronique. Il mentionne les termes de l'article 152/8, §§ 5 et 6, du Code.

§ 2. L'attestation visée à l'article 152/3, § 4, du Code prouve que la personne qui a suivi le parcours d'intégration :

1<sup>o</sup> a participé au module d'accueil visé à l'article 152/1, alinéa 2, du Code ;

2<sup>o</sup> a participé à la formation à la citoyenneté visée à l'article 152/5 du Code ;

3<sup>o</sup> soit a participé à la formation à la langue française visée à l'article 152/4 du Code prescrite dans la convention, ainsi que le nombre d'heures de formation suivies et le niveau obtenu lors du test de validation soit a obtenu au minimum le niveau A2 en moyenne lors du test de positionnement en français ;

4<sup>o</sup> a participé à l'orientation vers un dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté visé à l'article 152/6 du Code prescrite dans la convention ;

Pour les points 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, les coordonnées des opérateurs sont mentionnées.

À défaut pour la personne primo-arrivante d'avoir rempli les obligations visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le centre ne peut lui délivrer l'attestation visée à l'article 152/7, § 2, du Code. ».

**Art. 15.** L'article 238/2 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est abrogé.

**Art. 16.** L'article 240 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, est abrogé.

**Art. 17.** Dans l'article 240/1 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, un alinéa rédigé comme suit est inséré après l'alinéa 2 : « Le Ministre désigne le fonctionnaire sanctionnateur. ».

**Art. 18.** Dans l'article 240/2 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du dossier visé à l'article 240, alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « de l'outil de suivi informatisé visé à l'article 152/9 du Code décréteil » et le mot « contrevenant » est remplacé par le mot « contrevenante » ;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante » et les mots réception du dossier visé à l'article 240, alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « constatation de l'infraction visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » ;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 4, les mots « par envoi électronique » sont insérés entre le mot « adressée » et le mot « au » ;

4<sup>o</sup> les alinéas 5 et 6 sont abrogés.

**Art. 19.** Dans l'article 240/3 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1<sup>er</sup>:

(1) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>:

(i) le mot « contrevenant » est remplacé par le mot « contrevenante » et les mots « sur la base du dossier visé à l'article 240, alinéa 1<sup>er</sup>, et de la liste visée à l'article 240/2, alinéa 5 » sont remplacés par « après le délai de soixante jours visés à l'article 240/2 alinéa 1<sup>er</sup> » ;

(ii) au 4<sup>o</sup>, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente » ;

(iii) au 6<sup>o</sup>, le mot « gratuitement » est inséré entre le mot « assister » et le mot « par » et les mots « en plusieurs langues » sont remplacés par les mots « d'un organisme d'interprétariat en milieu social agréé » ;

(ii) le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 7<sup>o</sup> l'indication que l'intéressé ou son défenseur a le droit de consulter son dossier, ainsi que le moment et le lieu où celui-ci peut être consulté. » ;

(2) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le cas échéant, le fonctionnaire sanctionnateur informe la personne primo-arrivante de la date de son audition, par envoi recommandé ou par envoi électronique. L'audition est fixée dans les trente jours de la réception de la demande écrite d'audition de la personne primo-arrivante. Le fonctionnaire sanctionnateur établit un rapport d'audition. » ;

b) dans le paragraphe 2 :

(1) les mots « d'infliger une sanction administrative » sont abrogés ;

(2) au 1<sup>o</sup>, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente » ;

(3) au 2<sup>o</sup>, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante » ;

c) dans le paragraphe 3:

(1) Le mot « imposer » est remplacé par le mot « infliger » et le mot « visée au paragraphe 1<sup>er</sup> » est abrogé ;

(2) Au 1<sup>o</sup>, les mots « omet de respecter » sont remplacés par les mots « ne respecte pas » ;

(3) Au 3<sup>o</sup>, le mot « imposée » est remplacé par le mot « infligée » ;

d) il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. La décision de ne pas infliger une amende administrative contient au minimum :

1<sup>o</sup> l'obligation légale que l'intéressé ne respecte pas;

2<sup>o</sup> la constatation des faits menant à la non-infligence de l'amende administrative ;

3<sup>o</sup> la motivation de la non-infligence ;

4<sup>o</sup> l'indication de l'obligation visée à l'article 152/8, § 5, alinéa 2, du Code. ».

**Art. 20.** L'article 240/4 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si l'intéressé reste en défaut et ne paie pas l'amende administrative, celle-ci est recouvrée par contrainte conformément à la procédure en vigueur au sein de la Région wallonne. ».

**Art. 21.** Dans l'intitulé du Titre III de la Partie 2, Livre III, du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les mots « pour l' » sont remplacés par le mot « d' ».

**Art. 22.** Dans l'article 241 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, le mot « territorial » est inséré entre le mot « ressort » et le mot « des ».

**Art. 23.** Dans l'article 241/1 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 24.** L'article 242 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 242. Pour déterminer l'évaluation positive en matière de gestion administrative et comptable visée à l'article 153/2, alinéa 3, du Code, le Gouvernement s'appuie sur le rapport d'inspection réalisé par l'administration, ainsi que, le cas échéant sur les rapports de vérification comptables des deux années précédentes. ».

**Art. 25.** Dans l'article 242/1 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le dossier de demande d'agrément comprend :

1<sup>o</sup> le formulaire de demande d'agrément et le budget prévisionnel dont les modèles sont établis par le Ministre ;

2<sup>o</sup> le règlement de travail ;

3<sup>o</sup> les comptes et le bilan de l'année précédant la demande d'agrément ;

4<sup>o</sup> la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément ;

5<sup>o</sup> l'organigramme du personnel, les copies des documents ONSS attestant du régime horaire des membres du personnel, les copies des diplômes, les fonctions et la qualification des membres du personnel ;

6<sup>o</sup> le rapport du service d'incendie et le cas échéant l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé à l'annexe 18 pour les locaux si le rapport du service incendie émet des réserves ;

7<sup>o</sup> la liste et le plan des locaux ;

8<sup>o</sup> l'engagement écrit du respect de la réglementation relative à la protection des données des personnes physiques. » ;

b) l'alinéa 2 est complété par les mots « contre accusé de réception » ;

c) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> sont conservées jusqu'à la notification de la décision du Ministre sur la demande d'agrément. Si la décision fait l'objet d'un contentieux, les données sont conservées jusqu'à la clôture du litige. ».

**Art. 26.** Dans l'article 242/2 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si le dossier n'est pas complet, l'administration en avise le demandeur dans les 30 jours par envoi recommandé ou par envoi électronique et réclame les pièces ou informations manquantes. Le demandeur dispose de trente jours pour compléter son dossier. Passé ce délai et si le dossier n'est pas complet, la demande est classée sans suite par l'administration qui en avise le demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique. » ;



b) il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre les alinéas 2 et 3 :

« Lorsque le dossier est complet, l'administration analyse la demande, vérifie le respect des conditions d'agrément et programme une visite d'inspection. » ;

c) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de modification d'un des éléments indiqués dans le dossier de demande d'agrément conformément à l'article 242/1, le titulaire de l'agrément en avise l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique dans un délai de trente jours. ».

**Art. 27.** L'article 242/3 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est abrogé.

**Art. 28.** Dans l'article 243 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le mot « courrier » est remplacé par le mot « envoi » et le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente » ;

2° il est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Le Ministre statue sur la base du dossier à l'origine de l'avertissement et sur la base du mémoire en réponse communiqué par le centre.

La décision de retrait est notifiée au centre par envoi recommandé ou par envoi électronique. Cette décision indique les modalités de recours.

Le centre ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

**Art. 29.** Dans l'article 243/1 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et conformément à l'article 153/7, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code décretaal, le Ministre peut octroyer une subvention forfaitaire annuelle indexée aux centres à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement affectées aux missions visées à l'article 153 du Code décretaal. » ;

b) un alinéa est inséré après l'alinéa 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit :

« Un budget global minimum de 7.929.180 euros est réparti comme suit :

1° centre de Namur : 1.036.144 euros ;

2° centre de La Louvière : 896.295 euros ;

3° centre de Verviers : 896.438 euros ;

4° centre de Liège : 1.455.824 euros ;

5° centre de Libramont : 758.215 euros ;

6° centre de Charleroi : 1.176.336 euros ;

7° centre de Saint-Ghislain : 927.011 euros ;

8° centre de Nivelles : 782.917 euros.

Les sommes par centre ne peuvent être inférieures à celles visées à l'alinéa 2 et garantissent les moyens nécessaires pour mettre en œuvre leurs missions décretales.

Elles se composent d'un montant forfaitaire indexé couvrant la mise en œuvre de la mission liée au parcours d'intégration, les frais de fonctionnement et les moyens complémentaires et d'un montant variable correspondant au financement à 100% de 7,5 ETP déduction faite des aides à l'emploi qui y seraient liées. » ;

c) le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les montants visés à l'alinéa 2 sont rattachés à l'indice-pivot 128,11 (base 2013) applicable au 1<sup>er</sup> décembre 2023 et sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. ».

**Art. 30.** Dans l'article 244 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>:

(1) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « article 153/7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° » sont remplacés par les mots « article 153/7, alinéa 2 » ;

(2) l'alinéa 3 est abrogé ;

b) le paragraphe 2 est complété par les mots « et des conventions sectorielles d'entreprise du service agréé » ;

c) les paragraphes 3 et 4 sont abrogés.

**Art. 31.** Les articles 245, 245/1, 245/2 et 245/3 du même code sont abrogés.

**Art. 32.** Dans le livre III du même code, il est inséré un titre III/1 intitulé « Observatoire wallon de l'intégration des personnes étrangères ».

**Art. 33.** Dans le titre III/1 inséré par l'article 31, il est inséré un chapitre I<sup>er</sup> intitulé « Agrément ».

**Art. 34.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, inséré par l'article 32, il est inséré une section 1<sup>ère</sup>, comportant les articles 247, 247/1, 247/2 et 247/3, rédigée comme suit :

« Section 1<sup>re</sup>. Conditions

Art. 247. L'observatoire comprend un maximum de vingt membres au sein de son conseil d'administration.

Le conseil d'administration comprend au moins un représentant de chaque centre, un représentant des initiatives locales d'intégration, un représentant des services d'accompagnement MENA, un représentant de l'Union des villes et des communes de Wallonie, un représentant des organismes d'interprétariat en milieu social, un représentant du secteur du logement, un représentant du secteur de la santé, un représentant du secteur de l'emploi, un représentant du secteur de la formation professionnelle et un représentant de l'Institut wallon de l'évaluation et de la prospective.

Art. 247/1. La mission visée à l'article 153/8, 7°, du Code comprend :

1° la collecte d'information auprès des organismes actifs dans le secteur de l'apprentissage de la langue française sur le territoire wallon afin de confectionner un cadastre précis de l'offre tant du point de vue quantitatif que des niveaux proposés ou de l'approche méthodologique dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

2° l'analyse des données sur l'offre de service, la mise en perspective par rapport à la demande effective et la production de statistiques ;

3° la coopération avec le Comité de pilotage sur l'alphabétisation des adultes instauré par l'accord de coopération du 2 février 2005 relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes ;

4° le recensement, la comparaison et l'harmonisation des outils existants en matière d'apprentissage de la langue française afin qu'ils soient identiques dans chaque secteur de formation.

Art. 247/2. Le dossier de demande d'agrément comprend :

1° le formulaire de demande d'agrément et le budget prévisionnel dont les modèles sont établis par le Ministre ;

2° le règlement de travail ;

3° les comptes et le bilan de l'année précédant la demande d'agrément ;

4° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément ;

5° les copies des documents ONSS attestant du régime horaire des membres du personnel, les copies des diplômes, les fonctions et la qualification des membres du personnel ;

6° le rapport du service d'incendie et le cas échéant, l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé à l'annexe 18 pour les locaux visés à l'article 153/9, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du Code décretaal si le rapport du service incendie émet des réserves ;

7° le plan et la liste de locaux ;

8° les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis ;

9° l'organigramme du personnel ;

10° les conventions de partenariat liées aux activités développées ;

11° l'engagement écrit du respect de la réglementation relative à la protection des données des personnes physiques.

La demande d'agrément est adressée à l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique contre accusé de réception.

Les données visées au 5° sont conservées jusqu'à la notification de la décision du Ministre sur la demande d'agrément. Si la décision fait l'objet d'un contentieux, les données sont conservées jusqu'à la clôture du litige.

Art. 247/3. Pour déterminer l'évaluation positive en matière de gestion administrative et comptable visée à l'article 153/9, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, du Code décretaal, le Gouvernement s'appuie sur le rapport d'inspection réalisé par l'administration ainsi que, le cas échéant, sur les rapports de vérification comptables des deux années précédentes. ».

**Art. 35.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, inséré par l'article 32, il est inséré une section 2, comportant les articles 247/4 à 247/5, rédigée comme suit :

« Section 2. Procédure d'octroi et de retrait

Art. 247/4. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les trois mois de la réception du dossier complet, tel que défini à l'article 247/2.

Si le dossier n'est pas complet, l'administration en avise le demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique et réclame les pièces ou informations manquantes. Le demandeur dispose de trente jours pour compléter son dossier. Passé ce délai et si le dossier n'est pas complet, la demande est classée sans suite par l'administration qui en avise le demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique.

Lorsque le dossier est complet, l'administration analyse la demande, vérifie le respect des conditions d'agrément et programme une visite d'inspection.

Le Ministre notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique.

En cas de modification d'un des éléments indiqués dans le dossier de demande d'agrément conformément à l'article 247/2, le titulaire de l'agrément en avise l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique dans un délai de trente jours.

Art. 247/5. En cas de demande surnuméraire, le Ministre statue sur les demandes en tenant compte des critères suivants :

1° l'expérience des services demandeurs en matière de formation de formateurs ;

2° l'expérience des services demandeurs en matière de construction de contenu méthodologique et andragogique en relation avec l'intégration des personnes étrangères.

Art. 247/6. Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre, lorsqu'il est constaté que l'observatoire ne respecte pas les dispositions du Code ou celles prises en vertu de celui-ci ou lorsqu'il ne remplit pas de manière suffisante les missions qui lui sont dévolues.

Le retrait d'agrément est précédé d'un avertissement envoyé par l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique. L'avertissement mentionne les griefs formulés et donne à l'observatoire un délai de trente jours pour transmettre un mémoire en réponse.

Le Ministre statue sur la base du dossier à l'origine de l'avertissement et sur la base du mémoire en réponse communiqué par l'observatoire.

La décision de retrait est notifiée au service par envoi recommandé ou par envoi électronique. Cette décision indique les modalités de recours.

L'association ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

**Art. 36.** Dans le titre III/1, inséré par l'article 31, il est inséré un chapitre II, comportant l'article 247/7, rédigé comme suit :

« Chapitre II. Subventionnement

Art. 247/7. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une subvention forfaitaire annuelle de 355.000 euros indexée à l'observatoire, conformément à l'article 153/12 du Code décretaal, à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rattaché à l'indice-pivot 128,11 (base 2013) applicable au 1<sup>er</sup> décembre 2023 et sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. .

L'observatoire ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut pas se voir octroyer une subvention dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

**Art. 37.** Dans le titre III/1, inséré par l'article 31, il est inséré un chapitre III, comportant l'article 247/8, rédigé comme suit :

« Chapitre III. Comité d'accompagnement

Art. 247/8. Le Comité d'accompagnement visé à l'article 153/13 du Code décretaal est composé :

- 1° d'un représentant du Ministre ;
- 2° d'un représentant du Ministre-Président ;
- 3° d'un représentant du Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions ;
- 4° d'un représentant du Ministre qui à la Formation dans ses attributions ;
- 5° d'un représentant du Ministre qui a la Cohésion sociale dans ses attributions ;
- 6° d'un représentant de l'administration.
- 7° d'un représentant de l'observatoire ;
- 8° d'un représentant de l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et des Statistiques ;
- 9° d'un représentant des centres ;
- 10° d'un représentant des initiatives locales d'intégration ;
- 11° d'un représentant des services d'accompagnement des MENA.

Les représentants visés au 9, 10° et 11° sont désignés par le Ministre à la suite d'un appel à candidature. Les autres représentants sont désignés par leur institution sur invitation de l'administration.

Le Comité peut inviter toute personne qu'il juge utile à participer à l'examen d'une question spécifique.

Le Comité se réunit au minimum deux fois par an.

Le secrétariat est assuré par l'Observatoire. ».

**Art. 38.** L'article 248 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 248. Le volume d'activités minimum annuel pour être agréé conformément à l'article 154/1 du Code est de :

- 1° quatre cents heures de face à face pédagogique pour la mission de formation à la langue française ;
- 2° trois modules de soixante heures pour la mission de formation à la citoyenneté ;
- 3° vingt-quatre dossiers et un volume minimum de huit heures de permanence par semaine pour les missions d'accompagnement social et d'accompagnement juridique spécialisé en droit des étrangers;
- 4° cinq cent septante heures pour la mission d'interculturalité et de lutte contre le racisme.

Par heure de face-à face pédagogique, on entend le temps consacré par un formateur à délivrer la formation collective en face-à-face avec les participants. Cela exclut la préparation des cours, les réunions internes et externes et la formation continue du formateur.

Les heures de permanence visées au à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° sont des plages horaires fixes ou variables consacrées aux entretiens avec les bénéficiaires avec ou sans prise de rendez-vous.

Les heures pour la mission d'interculturalité et de lutte contre le racisme, s'entendent comme l'ensemble du temps de travail nécessaire à l'organisation, la préparation et la mise en œuvre de la mission. ».

**Art. 39.** Dans le titre IV du même code, sont insérés les articles 248/1, 248/2, 248/3, 248/4, 248/5 et 248/6, rédigés comme suit :

« Art. 248/1. Le personnel :

1° affecté à la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 3°, du Code, répond au moins à une des conditions suivantes :

- a) disposer au minimum d'un diplôme d'assistant social ;
- b) disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine des sciences politiques et sociales, de la psychologie ou du droit et d'une expérience utile d'au moins trois ans en accompagnement social généraliste ;



c) disposer au minimum d'un bachelier ou d'un diplôme équivalent dans le domaine des sciences politiques et sociales, de la psychologie ou du droit, à condition qu'il soit encadré par au moins un travailleur engagé au minimum à mi-temps qui réponde à l'exigence reprise au a) et qui puisse démontrer une expérience utile de minimum deux ans en accompagnement social dans le secteur de l'intégration ;

d) disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine des sciences politiques et sociales, de la psychologie ou du droit, à condition qu'il soit encadré par au moins un travailleur engagé au minimum mi-temps qui réponde à l'exigence reprise au b) et qui puisse démontrer d'une expérience utile supplémentaire de minimum deux ans en accompagnement social dans le secteur de l'intégration ;

2° affecté à la mission visée à l'article 154, alinéa 2, 4°, du Code, répond au moins à une des conditions suivantes :

a) disposer au minimum d'un bachelier ou l'équivalent en droit ;

b) disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine des sciences politiques et sociales, de la psychologie et d'une expérience utile en droit des étrangers d'au moins trois ans ;

c) disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine des sciences politiques et sociales, de la psychologie, à condition qu'il soit encadré par au moins un travailleur engagé au minimum à mi-temps qui réponde à l'exigence reprise au a) et qui puisse démontrer d'une expérience utile en droit des étrangers d'au moins deux ans ;

d) disposer au minimum d'un bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine des sciences politiques et sociales, de la psychologie, à condition qu'il soit encadré par au moins un travailleur engagé au minimum à mi-temps qui réponde à l'exigence reprise au b) ;

3° affecté aux missions visées à l'article 154, alinéa 2, 5° et 6°, répond au moins à une des conditions suivantes :

a) disposer au minimum d'un bachelier ou d'un diplôme équivalent ;

b) disposer d'une attestation de suivi d'une formation pédagogique spécifique dont le contenu répond au cadre de référence adopté par le Gouvernement wallon ;

c) disposer au minimum d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur avec une expérience utile de trois ans minimum en animation d'adultes ;

d) disposer au minimum d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur avec une expérience utile de six ans minimum en animation d'adultes.

Le personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° doit également avoir suivi ou s'engager à suivre, dans les douze mois de son engagement, une formation spécifique en droit des étrangers de minimum quarante heures.

Le personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° doit également avoir suivi ou s'engager à suivre, dans les douze mois de son engagement, une formation abordant l'intégration des personnes étrangères, l'interculturalité et au minimum les thématiques reprises à l'article 152/5, § 2, du Code. Il a également au minimum le niveau C1 en français du Cadre européen commun de référence pour les langues.

Art. 248/2. Pour déterminer l'évaluation positive en matière de gestion administrative et comptable visée à l'article 154/1, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du Code décretal, le Gouvernement s'appuie sur le rapport d'inspection réalisé par l'administration ainsi que, le cas échéant, sur les rapports de vérification comptables des deux années précédentes.

Art. 248/3. Les locaux visés à l'article 154/1, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Code décretal, doivent répondre aux conditions suivantes :

1° pour les missions visées à l'article à l'article 154, alinéa 2, 1° et 2°, du Code : être adaptés au volume d'activités agréé et au nombre d'apprenants, être équipés de support pédagogique adaptés, d'un éclairage et d'une aération et être à l'abri des perturbations extérieures ;

2° pour les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 3° et 4°, être adaptés à la tenue d'entretien confidentiel.

Les locaux doivent être mis à disposition dans le respect de la réglementation en matière de sécurité, protection et bien-être au travail.

Art. 248/4. Les initiatives locales d'intégration agréées pour les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 1° et 2°, du Code sont tenues de compléter des formulaires de recensements journaliers, mensuels et annuels des participants et des heures de formation dont les modèles sont établis par l'administration en concertation avec l'observatoire visé à l'article 153/8 du Code décretal. Ces recensements distinguent les heures de présence effectives et les heures assimilées visées à l'article 251 § 4, alinéa 3.

Ces données sont conservées pendant trois ans.

Art. 248/5. L'accompagnement social visé à l'article 154 alinéa 2, 3°, du Code, est un dispositif social ayant pour objectif l'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes étrangères.

L'accompagnateur social a pour mission de garantir l'accès aux droits des personnes étrangères par notamment un accompagnement global comprenant un travail d'accueil, d'écoute, d'information, d'accompagnement dans les démarches, d'orientation, de communication avec les bénéficiaires que ce soit en présentiel ou en distanciel, de recherche et d'analyse, ainsi que la concertation avec d'autres opérateurs.

Art. 248/6. § 1<sup>er</sup>. La promotion de l'interculturalité et la lutte contre le racisme visées à l'article 154, alinéa 2, 5° et 6°, du Code, sont développées à destination du grand public, de travailleurs ou volontaires actifs en contexte multiculturel, de personnes étrangères ou d'origine étrangère ou de groupes mixtes.

Ces missions visent à assurer le développement d'une société interculturelle en favorisant la participation de tous les citoyens, étrangers ou non, à la construction d'un vivre-ensemble solidaire, respectueux des principes fondamentaux qui régissent notre société et enrichi par l'apport positif des diversités individuelles et collectives. La réussite de ce processus dépend de la responsabilité individuelle et collective de tous car l'intégration est un processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle, basé sur la réciprocité des droits et devoirs impliquant tant les migrants et leurs descendants que la société d'accueil dans son ensemble. Outre le fait de permettre aux personnes étrangères de rencontrer leurs besoins et droits fondamentaux, il faut que les activités organisées leur permettent d'établir des liens durables avec les autres habitants et les institutions.

§ 2. Les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 5°, du Code correspondent aux catégories d'actions suivantes :

1° sensibilisation aux réalités migratoires ou aux enjeux de l'interculturalité, visant à favoriser au sein de la société d'accueil une meilleure compréhension des réalités migratoires et de la diversité culturelle, l'aptitude à déconstruire les préjugés et discours simplistes sur ces thématiques ainsi que les conduites interculturelles ;

2° sensibilisation aux codes culturels de la société d'accueil, visant l'acquisition par des personnes étrangères de clés de compréhension et d'analyse critique de la société interculturelle belge au bénéfice de leur autonomie, de leur sentiment d'appartenance, de leurs capacités de choix et d'action pour participer à la vie en société ;

3° projets collectifs interculturels, visant à promouvoir la participation sociale, culturelle, politique et économique des personnes étrangères en les impliquant localement dans la co-construction de projets fédérateurs aux côtés d'autres citoyens de la société d'accueil et à un même niveau, dans une optique d'agir ensemble solidaire ;

4° duos vers l'inclusion qui constituent une forme de parrainage, au sein d'une structure encadrante relevant d'une asbl ou d'un pouvoir public, par lequel une personne volontaire s'associe dans une relation individuelle avec une personne étrangère, dans le but de favoriser un meilleur accès à ses droits fondamentaux, de créer un lien de confiance avec la société d'accueil et un espace d'échange interculturel enrichissant pour les deux personnes.

§ 3. Les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 6°, du Code correspondent aux catégories d'actions suivantes :

1° information et accompagnement des victimes de racisme et de discrimination liées aux critères raciaux ;

2° information et sensibilisation visant à favoriser la connaissance de la législation antiraciste, la compréhension des mécanismes du racisme et/ou les pratiques de lutte contre le racisme ;

3° formations visant à comprendre ou à lutter contre le racisme ;

4° production d'outils pédagogiques relatifs à la thématique du racisme ;

5° actions collectives, participatives et citoyennes de lutte contre le racisme et les discriminations. ».

**Art. 40.** Dans l'article 249 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le dossier de demande d'agrément, visé à l'article 154/2 du Code décretaal, comprend :

1° le formulaire de demande d'agrément et le budget prévisionnel dont les modèles sont établis par le Ministre ;

2° le règlement de travail ;

3° les comptes et le bilan de l'année précédant la demande d'agrément ;

4° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément ;

5° les copies des documents ONSS attestant du régime horaire des membres du personnel, les copies des diplômes, les fonctions et la qualification des membres du personnel ;

6° le rapport du service d'incendie et le cas échéant l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé à l'annexe 18 pour les locaux si le rapport du service incendie émet des réserves ;

7° le plan et la liste de locaux ;

8° les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis ;

9° l'organigramme du personnel ;

10° les conventions de partenariat liées aux activités développées ;

11° l'engagement écrit du respect de la réglementation relative à la protection des données des personnes physiques. » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La demande d'agrément est adressée à l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique contre accusé de réception. » ;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, sont conservées jusqu'à la notification de la décision du Ministre sur la demande d'agrément. Si la décision fait l'objet d'un contentieux, les données sont conservées jusqu'à la clôture du litige. ».

**Art. 41.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> du Titre IV de la Partie 2, Livre III, du même code, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit « Procédure d'octroi et de retrait ».

**Art. 42.** L'article 250 du même code, modifié par le décret du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 250. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre statue sur la demande d'agrément, dans les trois mois de la réception du dossier complet, tel que défini à l'article 249.

Si le dossier n'est pas complet, l'administration en avise le demandeur dans les 30 jours par envoi recommandé ou par envoi électronique et réclame les pièces ou informations manquantes. Le demandeur dispose de trente jours pour compléter son dossier. Passé ce délai et si le dossier n'est pas complet, la demande est classée sans suite par l'administration qui en avise le demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique.

Lorsque le dossier est complet, l'administration analyse la demande, vérifie le respect des conditions d'agrément et programme une visite d'inspection.

Le Ministre notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique.

§ 2. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans le dossier demande d'agrément conformément à l'article 249, le titulaire de l'agrément en avise l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique dans un délai de trente jours. ».

**Art. 43.** Dans l'article 250/1 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « association sans but lucratif » sont remplacés par les mots « initiative locale d'intégration » ;

2° dans l'alinéa 2, le mot « courrier » est remplacé par le mot « envoi », les mots « association sans but lucratif » sont remplacés par les mots « initiatives locales d'intégration » et le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente » ;

3° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés après l'alinéa 2 :

« Le Ministre statue sur la base du dossier à l'origine de l'avertissement et sur la base du mémoire en réponse communiqué par l'initiative locale d'intégration.

La décision de retrait est notifiée au service par envoi recommandé ou par envoi électronique. Cette décision indique les modalités de recours.

Les associations ou pouvoirs locaux ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peuvent pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément ».

**Art. 44.** Dans le titre IV de la Partie 2, Livre III, du même code, le chapitre 1<sup>er</sup>/1, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 et comportant l'article 250/2 est abrogé.

**Art. 45.** L'article 250/2 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 250/2. Toute demande d'agrément est introduite au plus tard pour le 30 juin de l'année de l'introduction de la demande. ».

**Art. 46.** L'article 251 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 251. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une subvention annuelle aux opérateurs visés à l'article 154/1 du Code, conformément à l'article 154/4, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code décretaal, à titre d'intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement. La subvention est établie en relation avec le volume d'activités prévu sur la base du budget prévisionnel visé à l'article 249, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Pour les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 1° et 2°, du Code, le montant de la subvention correspond à un forfait de 90 euros indexé par heure de face-à-face pédagogique.

Pour les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 3° et 4°, du Code, le montant de la subvention correspond à un forfait de 90 euros indexé par heure d'entretien.

Pour les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 5° et 6°, du Code, le montant de la subvention est plafonné à 40 000 euros indexé par opérateur. Si un opérateur réalise la mission sur plusieurs arrondissements, le plafond est fixé à 80.000 euros indexé.

Pour les missions visées à l'article 154, alinéa 2, 5° et 6°, du Code, les obligations de réalisation sont proratisées en fonction des montants de subvention octroyés s'ils diffèrent des montants budgétisés et demandés en regard des actions proposées.

§ 2. La subvention est destinée à intervenir dans les dépenses de personnel du ou des travailleurs en charge d'une ou plusieurs des missions agréées, selon les barèmes de la convention paritaire en vigueur au sein du service agréé et des conventions sectorielles d'entreprise.

Les dépenses de fonctionnement et les dépenses de personnel relatives au personnel administratif, comptable et en charge de la coordination s'élèvent à maximum quarante pourcent du total de la subvention.

§ 3. Les montants visés aux § 1<sup>er</sup> sont rattachés à l'indice-pivot 128,11 (base 2013) applicable au 1<sup>er</sup> décembre 2023 et sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 4. Le subventionnement est dû intégralement dès lors que l'opérateur a réalisé 90 % des objectifs ou conditions à atteindre sur la période de subvention.

Dans les réalisations sont prises en compte des heures assimilées pour les missions visées à l'article 154 alinéa 2, 1° et 2°, du Code à défaut de réalisations quand l'opérateur n'en porte pas la responsabilité.

On entend par heures assimilées les prestations non réalisées ou les prestations non conformes au minimum de participants visé à l'article 237/6, alinéa 5, ou à l'article 237/7, § 3, en cas d'absence d'un bénéficiaire pour les motifs et dans les limites suivantes :

1° la maladie, le congé de maternité, de paternité et de naissance justifiés par un certificat médical avec un maximum de trente jours par période d'absence justifiée ;

2° la maladie d'un enfant, sur présentation d'un justificatif délivré par le médecin, la garderie ou la crèche dans laquelle l'enfant est inscrit avec un maximum d'une semaine par période d'absence justifiée par ce motif ;

3° la grève ou l'intempérie immobilisant les transports en commun attestées par la société de transport en commun ou une coupure de presse ;

4° la recherche d'un emploi ou l'inscription à une formation sur base d'un justificatif ;

5° l'accomplissement d'obligations dans le cadre du parcours d'intégration, du dossier de séjour ou de demande de protection internationale, auprès de l'Office national de l'Emploi, de l'Office, de l'Agence pour une Vie de Qualité, d'un centre public d'action sociale, d'un service communal, du service d'aide à la jeunesse ou du service de protection de la jeunesse, de la caisse de paiement des allocations de chômage ou d'un syndicat, de la mutuelle, de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ou de la commission de libération conditionnelle, des cours et tribunaux ou toute autre obligation qui exige la présence du bénéficiaire auprès d'un organisme compétent, sur base d'un justificatif à défaut d'une convocation officielle;

6° les jours d'absence visés par l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles sur base d'un justificatif ;

7° les fêtes religieuses des cultes reconnus et des fêtes des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle, avec un maximum de deux jours par an ;

8° les absences pour force majeure sur la base d'un justificatif.

§ 5. Les associations ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peuvent pas se voir octroyer une subvention dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

**Art. 47.** L'article 251/1 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, est abrogé.

**Art. 48.** Dans l'article 252 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « de l'organisme » sont remplacés par les mots « des associations agréées comme organisme » ;
- b) les mots « diplôme de » sont à chaque fois abrogés et le mot « baccalauréat » est à chaque fois remplacé par le mot « bachelier » ;
- c) au 3°, le mot « seize » est remplacé par le mot « dix-huit » ;
- d) il est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le personnel visé au 3° a au minimum le niveau B2 en français du Cadre européen commun de référence pour les langues ».

**Art. 49.** L'article 252/1 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 252/1. Les associations comprennent un maximum de vingt membres au sein de leur conseil d'administration.

Le conseil d'administration comprend au moins un représentant des centres, un représentant du secteur de l'intégration, un représentant de l'Union des villes et des communes de Wallonie, un représentant de l'observatoire wallon de l'intégration des personnes étrangères, un représentant du secteur du logement, un représentant du secteur de la santé, un représentant du secteur de l'emploi, un représentant du secteur de la formation professionnelle et un représentant de l'Institut wallon de l'évaluation et de la prospective. ».

**Art. 50.** Dans l'article 253 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :
 

« Le dossier de demande d'agrément comprend :

  - 1° le formulaire de demande d'agrément et le budget prévisionnel dont les modèles sont établis par le Ministre ;
  - 2° le règlement de travail ;
  - 3° les comptes et le bilan de l'année précédant la demande d'agrément ;
  - 4° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément ;
  - 5° les copies des documents ONSS attestant du régime horaire des membres du personnel, les copies des diplômes, les fonctions et la qualification des membres du personnel ;
  - 6° le rapport du service d'incendie et le cas échéant, l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé à l'annexe 18 pour les locaux si le rapport du service incendie émet des réserves ;
  - 7° le plan et la liste de locaux ;
  - 8° les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis ;
  - 9° l'organigramme du personnel ;
  - 10° les conventions de partenariat liées aux activités développées ;
  - 11° l'engagement écrit du respect de la réglementation relative à la protection des données des personnes physiques. » ;
- b) l'alinéa 2 est complété par les mots : « contre accusé de réception » ;
- c) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :
 

« Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, sont conservées jusqu'à la notification de la décision du Ministre sur la demande d'agrément. Si la décision fait l'objet d'un contentieux, les données sont conservées jusqu'à la clôture du litige. ».

**Art. 51.** Dans le titre V, chapitre 1<sup>er</sup>, section 1<sup>ère</sup> de la Partie 2, Livre III, du même code, il est inséré un article 253/1 rédigé comme suit :

« Art. 253/1. Pour déterminer l'évaluation positive en matière de gestion administrative et comptable visée à l'article 155/2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du Code décretaal, le Gouvernement s'appuie sur le rapport d'inspection réalisé par l'administration, ainsi que, le cas échéant, sur les rapports de vérification comptables des deux années précédentes. ».

**Art. 52.** Dans le titre V, chapitre 1<sup>er</sup> de la Partie 2, Livre III, du même code, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit « Procédure d'octroi et de retrait ».

**Art. 53.** Dans l'article 254 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :
 

« Si le dossier n'est pas complet, l'administration en avise le demandeur dans les 30 jours par envoi recommandé ou par envoi électronique et réclame les pièces ou informations manquantes. Le demandeur dispose de trente jours pour compléter son dossier. Passé ce délai et si le dossier n'est pas complet, la demande est classée sans suite par l'administration qui en avise le demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique. » ;
- 2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:
 

« Lorsque le dossier est complet, l'administration analyse la demande, vérifie le respect des conditions d'agrément et programme une visite d'inspection. » ;
- 3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :
 

« En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 253, le titulaire de l'agrément en avise l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique dans un délai de trente jours. ».



**Art. 54.** Dans l'article 254/1 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « agréé » est inséré entre le mot « social » et le mot « ne » ;

2° dans l'alinéa 2, le mot « courrier » et remplacé par le mot « envoi » et le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente » ;

3° il est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Le Ministre statue sur la base du dossier à l'origine de l'avertissement et sur la base du mémoire en réponse communiqué par l'organisme.

La décision de retrait est notifiée à l'organisme par envoi recommandé ou par envoi électronique. Cette décision indique les modalités de recours.

L'association ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

**Art. 55.** Dans l'article 255 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : « Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une subvention forfaitaire annuelle de 860.000 euros indexé aux organismes d'interprétariat en milieu social, conformément à l'article 155/6 du Code, à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement. » ;

b) l'alinéa 2 est abrogé ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le montant visé au § 1<sup>er</sup> est rattaché à l'indice-pivot 128,11 (base 2013) applicable au 1<sup>er</sup> décembre 2023 et est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. » ;

3° dans le paragraphe 3, les mots « L'organisme » sont remplacés par les mots « Les organismes » et le mot « peut » est remplacé par le mot « peuvent ».

**Art. 56.** Dans le livre III de la Partie 2 du même code, l'intitulé du Titre VI, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Services d'accompagnement à l'autonomie des mineurs étrangers non accompagnés et anciens mineurs étrangers non accompagnés ».

**Art. 57.** Dans le Titre VI de la Partie 2, Livre III du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, il est inséré avant l'article 255/1 un chapitre I<sup>er</sup> intitulé « Agrément ».

**Art. 58.** Dans le chapitre I<sup>er</sup> inséré par l'article 56, il est inséré une section 1<sup>ère</sup> intitulée « Conditions ».

**Art. 59.** L'article 255/1 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 255/1. § 1<sup>er</sup>. Le personnel visé à l'article 155/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Code décretaal, possède au moins lors de son engagement :

1° soit un bachelier d'assistant social, d'assistant en psychologie, d'auxiliaire social, d'éducateur, d'infirmier social ou d'assistant juridique ou l'équivalent ;

2° soit un master dans le domaine des sciences humaines ou sociales, en droit ou l'équivalent.

§ 2. Pour les missions prévues à l'article 155/7, alinéa 2, du Code, le personnel visé à l'article 155/8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Code, prend en charge l'accompagnement individuel d'au moins quinze MENA ou ancien MENA durant une année.

L'accompagnement est gratuit pour le public visé à l'article 150, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° et 6°, du Code décretaal. ».

**Art. 60.** Dans la section 1<sup>ère</sup> du même code, inséré par l'article 57, il est inséré les articles 255/2 et 255/3 rédigés comme suit :

« Art. 255/2. Pour déterminer l'évaluation positive en matière de gestion administrative et comptable visée à l'article 155/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du Code décretaal, le Gouvernement s'appuie sur le rapport d'inspection réalisé par l'administration, ainsi que, le cas échéant, sur les rapports de vérification comptables des deux années précédentes.

Art. 255/3. Le dossier de demande d'agrément comprend :

1° le formulaire de demande d'agrément et le budget prévisionnel dont les modèles sont établis par le Ministre ;

2° le règlement de travail ;

3° les comptes et le bilan de l'année précédant la demande d'agrément ;

4° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément ;

5° les copies des documents ONSS attestant du régime horaire des membres du personnel, les copies des diplômes, les fonctions, la qualification des membres du personnel ;

6° un extrait de casier judiciaire vierge pour toute personne amenée à être en contact avec un mineur étranger non accompagné ;

7° le rapport du service d'incendie et le cas échéant, l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé à l'annexe 18 pour les locaux si le rapport incendie émet des réserves ;

8° le plan et la liste de locaux ;

9° l'organigramme du personnel ;



10° une note de synthèse décrivant le projet pédagogique, le public accompagné, le nombre d'accompagnements du public visé à l'article 150, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° et 6°, du Code décrétal, effectué par année pour les deux années précédant la demande d'agrément, la méthodologie appliquée, le type d'activités, le territoire couvert et les partenariats existants pour mener à bien les missions prévues à l'article 155/7 du code ;

11° les conventions de partenariat liées aux activités développées ;

12° l'engagement écrit que le service adhère à la charte déontologique commune aux services d'accompagnement des MENA visé à l'article 155/8, § 1<sup>er</sup>, 7° ;

13° l'engagement écrit du respect de la réglementation relative à la protection des données des personnes physiques.

La demande d'agrément est adressée à l'administration par courrier recommandé ou par envoi électronique contre accusé de réception.

Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5° et 6°, sont conservées jusqu'à la notification de la décision du Ministre sur la demande d'agrément. Si la décision fait l'objet d'un contentieux, les données sont conservées jusqu'à la clôture du litige.

La charte visée à l'article 155/8, § 1<sup>er</sup>, 7°, du Code est établie par le Ministre sur proposition de l'observatoire visé à l'article 153/8 du Code. ».

**Art. 61.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup>, inséré par l'article 56, il est inséré une section 2, comportant l'article 255/4, rédigée comme suit :

« Section 2. Programmation

Art. 255/4. Le Gouvernement peut agréer en qualité de services d'accompagnement à l'autonomie des MENA:

1° pour la province du Hainaut, un ou plusieurs services qui se répartissent maximum quatre équivalents temps plein et demi ;

2° pour la province de Liège, un ou plusieurs services qui se répartissent maximum quatre équivalents temps plein et demi ;

4° pour la province de Namur, un ou plusieurs services qui se répartissent maximum deux équivalents temps plein ;

5° pour la province du Brabant wallon, un ou plusieurs services qui se répartissent maximum deux équivalents temps plein ;

6° pour la province du Luxembourg, un ou plusieurs services qui se répartissent maximum deux équivalents temps plein. ».

**Art. 62.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup>, inséré par l'article 56, il est inséré une section 3, comportant les articles 255/5, 255/6 et 255/7, rédigée comme suit :

« Section 3. Procédure d'octroi et de retrait

Art. 255/5. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les trois mois de la réception du dossier complet tel que défini à l'article 255/3.

Si le dossier n'est pas complet, l'administration en avise le demandeur dans les 30 jours par envoi recommandé ou par envoi électronique et réclame les pièces ou informations manquantes. Le demandeur dispose de trente jours pour compléter son dossier. Passé ce délai et si le dossier n'est pas complet, la demande est classée sans suite par l'administration qui en avise le demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique.

Lorsque le dossier est complet, l'administration analyse la demande, vérifie le respect des conditions d'agrément et programme une visite d'inspection.

Le Ministre notifie sa décision au demandeur par envoi recommandé ou par envoi électronique

En cas de modification d'un des éléments indiqués dans le dossier demande d'agrément conformément à l'article 255/3, le titulaire de l'agrément en avise l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique dans un délai de trente jours.

Art. 255/6. En cas de demande surnuméraire au regard du nombre maximum d'équivalents temps-plein prévu à l'article 255/4, le Ministre statue sur les demandes en tenant compte des critères suivants :

1° la répartition géographique ;

2° l'expérience des services demandeurs ;

3° la complémentarité avec les services existants sur le territoire donné ;

4° le volume d'accompagnements du public visé à l'article 155/8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du Code décrétal ;

5° les qualifications et l'expérience du personnel.

Art. 255/7. Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre, lorsqu'il est constaté que le service agréé ne respecte pas les dispositions du Code ou celles prises en vertu de celui-ci ou lorsqu'elle ne remplit pas de manière suffisante les missions qui lui sont dévolues.

Le retrait d'agrément est précédé d'un avertissement envoyé par l'administration par envoi recommandé ou par envoi électronique. Cet avertissement mentionne les griefs formulés et donne au service agréé un délai de trente jours pour transmettre un mémoire en réponse.

Le Ministre statue sur la base du dossier à l'origine de l'avertissement et sur la base du mémoire en réponse communiqué par le service.

La décision de retrait est notifiée au service par envoi recommandé ou par envoi électronique. Cette décision indique les modalités de recours.

Les services ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peuvent pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

**Art. 63.** Dans le Titre VI de la Partie 2, Livre III du même code, il est inséré un chapitre II, comportant un article 255/8, rédigé comme suit :

« Chapitre II. Subventionnement

Art. 255/8. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer une subvention annuelle aux services d’accompagnement à l’autonomie des MENA conformément à l’article 155/11 du Code, à titre d’intervention dans les dépenses de personnel et de fonctionnement sur la base du budget prévisionnel visé à l’article 255/3, 1<sup>o</sup>.

La subvention est plafonnée à 86.000 euros indexé par équivalent temps plein en charge de l’accompagnement du public visé à l’article 150, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, du Code décretaal.

La subvention est destinée à intervenir dans les dépenses de personnel du ou des travailleurs en charge de l’accompagnement du public visé à l’article 150, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, du Code décretaal, selon les barèmes de la convention paritaire en vigueur au sein du service agréé et des conventions sectorielles d’entreprise.

Les dépenses de fonctionnement et les dépenses de personnel relatives au personnel administratif, comptable et en charge de la coordination s’élèvent à maximum quarante pourcent du total de la subvention.

§ 2. Les montants visés au § 1<sup>er</sup> sont rattachés à l’indice-pivot 128,11 (base 2013) applicable au 1<sup>er</sup> décembre 2023 et sont liés aux fluctuations de l’indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l’indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 3. Les services ayant fait l’objet d’un retrait d’agrément ne peuvent se voir octroyer une subvention dans les deux années suivant la décision de retrait d’agrément. ».

**Art. 64.** Dans le livre III de la Partie 2 du même Code, il est inséré un titre VII, comportant un article 255/9, rédigé comme suit :

« Titre VII. Contrôle

Art. 255/9. Le rapport de vérification comptable visé aux articles 242, 247/3, 248/2, 253/1 et 255/2 se compose de deux parties :

- 1<sup>o</sup> une partie financière quantitative portant sur l’analyse des dépenses présentées et du bilan ;
- 2<sup>o</sup> une partie administrative qualitative portant sur le respect des procédures de justification des subventions.

Le rapport de vérification comptable est transmis à l’opérateur par l’administration. ».

**Art. 65.** Dans le même code, il est inséré une nouvelle annexe 18 qui est jointe en annexe du présent arrêté.

**Art. 66.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**Art. 67.** Le Ministre qui a l’action sociale dans ses attributions est chargé de l’exécution du présent arrêté.  
Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l’Emploi, de la Formation, de la Santé,  
de l’Action sociale et de l’Economie sociale, de l’Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

**Annexe à l’arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie 2, livre III, du Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé relatif à l’intégration des personnes étrangères**

« Annexe 18 au Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé

Modèle d’attestation incendie des CRI, de l’Observatoire wallon de l’intégration des personnes étrangère, des ILL, des services d’accompagnement à l’autonomie des MENA et des organismes d’interprétariat en milieu social

Vu le rapport établi par ....., Chef du service d’incendie, le .....,  
concernant le service d’Insertion sociale\* dénommé .....  
situé .....  
et géré par .....

Je soussigné, .....  
Bourgmestre de .....

**Première possibilité\***

marque mon accord sur les conclusions du rapport du service d’incendie.

**Seconde possibilité\***

ne marque pas mon accord sur les conclusions du rapport du service d’incendie, pour les raisons suivantes :

.....  
.....  
.....  
.....

En conséquence,

**Première possibilité\*\***

la mise en activité - la poursuite des activités du service susvisé est autorisée pour une période de quatre ans \*\* - de ..... (à préciser si la période est inférieure à quatre ans).

**Deuxième possibilité\*\***

la mise en activité - la poursuite des activités du service susvisé est autorisée pour une période de ..... et jusqu'à la date du .....

Durant cette période, il devra être satisfait, en matière de sécurité et de protection contre l'incendie, aux points ci-après :

-  
-  
-  
-

Une vérification devra être effectuée par le Chef de service d'incendie.

**Troisième possibilité\***

la mise en activité - la poursuite des activités - n'est pas autorisée\*.

Le Bourgmestre,  
(date et signature)

(\*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application.

(\*\*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie 2, livre III, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/008365]

**6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van deel 2, boek III van het Reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 150, 151, 151/2, 152, 152/1, 152/3, 152/4, 152/5, 152/6, 152/7, 152/8, 152/9, 153, 153/2, 153/5, 153/7, 153/8, 153/9, 153/10, 153/11, 153/12, 153/13, 154, 154/1, 154/2, 154/4, 155, 155/2, 155/3, 155/4, 155/6, 155/7, 155/8, 155/9, 155/10, 155/11, 156, 157 en 157/1, zoals gewijzigd, ingevoegd of hersteld bij het decreet van 14 maart 2024;

Gelet op het Reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 12 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 15 juni 2023;

Gelet op het rapport van 15 juni 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies 76.090/4 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité, uitgebracht op 27 mei 2024;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In boek III van Deel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de woorden "van het Wetboek" telkens vervangen door de woorden "van het decreetgevend deel van het Wetboek".

**Art. 3.** In artikel 236 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt vervangen door wat volgt: "2° de administratie: de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie;";

2° punten 3°, 5° en 7° worden opgeheven.

**Art. 4.** Artikel 236/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 236/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

a) het woord "begeleidingscomité" wordt vervangen door het woord "overlegcomité";

b) in 2° wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf";

c) in 3° worden de woorden "een vertegenwoordiger" vervangen door de woorden "twee vertegenwoordigers";

d) in 4° wordt het woord "tolkdienst" vervangen door het woord "tolkdiensten" en het woord "agrée" wordt, in de Franse versie, opgeheven;

e) in 5° wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf" en de woorden "die elk één van de beleidslijnen vermeld in artikel 154 van het Wetboek vertegenwoordigen, en die na een oproep tot de kandidaten door de Minister worden aangewezen" worden geschrapt;

f) er wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt: "6° een vertegenwoordiger van begeleidingsdiensten voor voor zelfredzaamheid van NBMV's."; "

g) er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt: "7° een vertegenwoordiger van de "Observatoire wallon de l'intégration des personnes étrangères" (Waalse Waarnemingsdienst voor de integratie van vreemdelingen)";

2° twee leden, luidend als volgt, worden voor lid 2 ingevoegd:

"De vertegenwoordigers bedoeld in 2°, 4°, 5° en 6° worden door de Minister aangewezen na een oproep tot de kandidaten. De andere vertegenwoordigers worden door hun instelling aangewezen op uitnodiging van de administratie.

Het Comité vergadert minstens twee keer per jaar. "

**Art. 6.** In Titel II van Deel 2, Boek III van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2022, wordt het woord "primo-arrivants", in de Franse versie, telkens vervangen door de woorden "personnes primo-arrivantes", worden de woorden "le primo-arrivant", in de Franse versie, telkens vervangen door de woorden "la personne primo-arrivante", worden de woorden "au primo-arrivant", in de Franse versie, telkens vervangen door de woorden "à la personne primo-arrivante" en worden de woorden "du primo-arrivant", in de Franse versie, telkens vervangen door de woorden "de la personne primo-arrivante".

**Art. 7.** In artikel 237, tweede lid, 4°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer" vervangen door de woorden "wet van 30 juli 2018 tot bescherming van de natuurlijke personen".

**Art. 8.** Artikel 1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

**Art. 9.** In artikel 237/2 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in het eerste lid worden de woorden "om in de in artikel 152/1 van het Wetboek bedoelde opvangmodule te voorzien" ingevoegd tussen het woord "op" en het woord ",";

b) in het derde lid worden de woorden "Ils sont informés", in de Franse versie, vervangen door de woorden "Elles sont informées";

c) de leden 4, 5 en 6 worden opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 3:

a) in het eerste lid wordt het woord "opvangbureau" vervangen door het woord "centrum";

b) de leden 2 en 3 worden vervangen door wat volgt:

"De informatie over de rechten en plichten betreft minstens de volgende thematieken: de procedure voor het aanvragen van de nationaliteit, de rechten en plichten bekrachtigd bij de Grondwet en bij de Europese conventie van de mensenrechten alsook de rechten en plichten van begunstigen inzake gezondheidszorg, gelijke kansen, racismebestrijding en bestrijding van discriminatie op grond van geslacht.

De rechten en plichten van de begunstigen inzake huisvesting, mobiliteit, werkgelegenheid, vorming en onderwijs worden behandeld volgens de behoeften vastgesteld door het centrum."; "

4° in paragraaf 4:

a) in lid 2 worden de woorden "met name over zijn familiale, professionele, sociaal-economische, relationele toestand, zijn opleiding, gezondheid, handicap en woonomstandigheden" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 152/3, § 1, lid 4, van het decreetgevend deel van het Wetboek";

b) lid 3 wordt opgeheven;

c) leden 4 en 5 worden vervangen door wat volgt:

"De nood aan opleiding voor de Franse taal wordt op grond van het behaalde niveau tijdens de positioneringstest in het Frans bepaald. De centra verwijzen naar de niveaus vastgesteld in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen om de behoefte aan opleiding te beoordelen. De nieuwkomer met gemiddeld niveau A2 wordt vrijgesteld van de opleidingsmodules voor het leren van de Franse taal bedoeld in artikel 152/4, § 2, van het Wetboek. Onder "gemiddeld" wordt verstaan dat het behalen van een taalniveau wordt beoordeeld in algemeen gemiddelde voor alle taalvaardigheden en niet gemiddeld voor elke taalvaardigheid.

De nood aan een oriëntatie naar het geschikte stelsel voor socio-professionele inschakeling wordt op grond van de verrichte vaststellingen tijdens de sociale balans bepaald. De nieuwkomer die op de datum van de sociale balans reeds ingeschreven is in een proces voor socio-professionele inschakeling wordt van de oriëntatie vrijgesteld."; "

d) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "De gegevens die ingezameld worden in het kader van de sociale balans worden bewaard gedurende drie jaar overeenkomstig artikel 152/9, § 4, van het Wetboek." "

**Art. 10.** In artikel 237/3 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, 4°, wordt het woord "gemiddeld" ingevoegd tussen de woorden "de nieuwkomer" en de woorden "het niveau A2" en de woorden "Onder "gemiddeld" wordt verstaan dat het behalen van een taalniveau wordt beoordeeld in algemeen gemiddelde voor alle taalvaardigheden en niet gemiddeld voor elke taalvaardigheid" worden toegevoegd na de woorden "heeft bereikt";

b) in het tweede lid wordt het woord "courrier", in de Franse versie, vervangen door het woord "envoi";

c) in het derde lid worden de woorden "het centrum" vervangen door de woorden "de centra".

**Art. 11.** In artikel 237/4 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "bezoekattest" vervangen door de woorden "attest van beëindiging van het traject";

2° voor het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt: "Onder behoorlijk gerechtvaardigde afwezigheid wordt verstaan de redenen vermeld in artikel 251, § 4, lid 3";

3° lid 2 wordt vervangen door wat volgt: "De operatoren verstrekken de centra de nodige gegevens voor het opmaken van het attest van beëindiging van het traject. Deze gegevens omvatten ten minste het gevolgde uurvolume van de vorming en het behaalde niveau aan het einde van de vorming. Het attest wordt tijdens tien jaar door het centrum bewaard vanaf de datum van afgifte overeenkomstig artikel 152/9, § 4, van het Wetboek.".

**Art. 12.** Artikelen 237/6, 237/7 en 237/8 van hetzelfde Wetboek worden vervangen door wat volgt:

"Art. 237/6. Bij hun indienstneming voldaan de in artikel 152/4, § 1, derde lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde opleiders in de Franse taal minstens aan één van de volgende voorwaarden:

1° over minstens een bachelor of een gelijkwaardig diploma in verband met het aanleren van het Frans of van het Frans als vreemde taal te beschikken;

2° over minstens een bachelor of een gelijkwaardig diploma te beschikken

3° over een getuigschrift in verband met het Frans als vreemde taal te beschikken;

4° over een bekrachtiging van de vaardigheden afgeleverd door een instelling die door het Gewest of de Franse Gemeenschap erkend is te beschikken, in verband met het aanleren van het Frans of van het Frans als vreemde taal;

5° over minstens een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en minimum drie jaar nuttige ervaring als opleider in het Frans als vreemde taal te beschikken;

6° over minstens een getuigschrift van het lager secundair onderwijs en minimum zes jaar nuttige ervaring als opleider in het Frans als vreemde taal te beschikken.

De taalopleiders Frans bedoeld in 2°, 5° en 6° moeten binnen twee jaar na hun aanstelling een getuigschrift van specifieke vorming in het aanleren van de Franse taal, waarvan de inhoud beantwoordt aan het door de regering goedgekeurde referentiekader, hebben behaald of zich ertoe verbinden dit te behalen.

De opleiders in de Franse taal hebben ook minstens het niveau C1 in het Frans van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen.

De in artikel 152/4, § 1 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde operatoren verwijzen naar de niveaus vastgesteld in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen om de opleidingsgroepen te vormen.

De opleiding voor het leren van de Franse taal wordt collectief verstrekt door groepen van minimum acht tot maximum vijftien deelnemers in jaarlijks gemiddelde met een uurvolume van minstens acht uur per week per groep. Het niveau van de groepen is homogeen behalve uitzondering gemotiveerd door de in artikel 152/4 van het Wetboek bedoelde operator en bekrachtigd door de administratie.

De opleiding voor het leren van de Franse taal kan conversatietafels omvatten tot maximaal een kwart van de totale uurvolume van de vorming gevolgd door de nieuwkomer.

De in artikel 152/4, § 1, van het Wetboek bedoelde operatoren mogen de positioneringstest bedoeld in artikel 152/1, tweede lid, 4°, van het Wetboek en de validatietest bedoeld in artikel 152/4, § 2, derde lid, van het Wetboek verrichten in overleg met het bevoegde centrum.

Art. 237/7. § 1. Bij hun indienstneming voldaan de in artikel 152/5, § 1, tweede lid, van het Wetboek bedoelde opleiders inzake burgerschap minstens aan één van de volgende voorwaarden:

1° over een pedagogisch getuigschrift te beschikken;

2° over minstens een bachelor of een gelijkwaardig diploma te beschikken;

3° over een attest van gevolgde specifieke pedagogische opleiding waarvan de inhoud aan het referentiekader aangenomen door de Waalse Regering voldoet;

4° over minstens een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en minimum drie jaar nuttige ervaring als opleider voor volwassenen te beschikken;

5° over minstens een getuigschrift van het lager secundair onderwijs met minimum zes jaar nuttige ervaring als opleider voor volwassenen te beschikken.

De personen bedoeld in 2°, 4° en 5° moeten het attest bedoeld in 3° hebben verkregen of zich ertoe verbinden dit binnen twee jaar na hun indienstneming te verkrijgen.

De opleiders inzake burgerschap hebben ook minstens het niveau C1 van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen in de opleidingstaal.

Ze hebben ook een opleiding betreffende de integratie van de vreemdelingen, de interculturaliteit en minstens de thematieken vermeld in artikel 152/5, § 2, van het Wetboek gevolgd of verbinden er zich toe deze opleiding binnen 2 jaar na hun indienstneming te volgen.

§ 2. Naast de voorwaarden bedoeld in § 1 hebben de opleiders inzake burgerschap die de opleidingen in een andere taal dan het Frans geven ten minste het niveau B1 in het Frans van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen.

§ 3. De opleiding tot burgerschap wordt verstrekt door groepen van minimum acht tot maximum vijftien deelnemers in jaarlijks gemiddelde.



§ 4. De specifieke erkenning bedoeld in artikel 152/5, § 1, tweede lid, 4° van het Wetboek wordt toegekend op aanvraag van de instelling aan de Minister. De aanvraag dient behoorlijk gemotiveerd te zijn.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de aanvraag.

De beslissing van de Minister wordt bij aangetekend schrijven aan de instelling meegedeeld.

Art. 237/8. De in artikel 152/6 van het Wetboek bedoelde operatoren worden ermee belast om de nieuwkomers naar het aangepaste stelsel voor socio-professionele inschakeling te oriënteren. Dit werk steunt op de behoefte van de nieuwkomer en de noodzaak om de toegang tot het arbeidsproces of tot een opleiding te bevorderen, rekening houdende met de koppeling met de behoefte van de filières van de knelpuntberoepen.

De socio-professionele oriëntatie duurt minimum vier uur en wordt opgemaakt minstens op basis van de kwalificatie, van de identificatie van de vaardigheden, van het professioneel parcours en van de behoefte van de nieuwkomer.

Aan de hand van de oriëntering kan worden ingespeeld op de moeilijkheden die de begunstigde ondervindt, via met name een geïndividualiseerd onderhoud, een opleiding, een coaching, een administratieve hulp, een collectieve informatiezitting of een individueel actieplan. ". "

**Art. 13.** In artikel 238, § 1, van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt het woord "informé", in de Franse versie, vervangen door het woord "informée" en punt 4° wordt opgeheven.

**Art. 14.** Artikel 238/1 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 238/1. § 1. Een maand voor de vervaldatum van de termijn van drie maanden bedoeld in artikel 152/7, § 1, eerste lid, van het Wetboek richt het centrum aan de nieuwkomer die zich niet heeft gemeld, een herinnering aan de verplichtingen bedoeld in artikel 152/7, §§ 1 en 2 van het Wetboek en aan de toepasselijke sancties in geval van niet-nakoming van de verplichting bedoeld in artikel 152/7, § 2, van het Wetboek.

De rappelbrief wordt bij aangetekend schrijven of elektronisch gestuurd. Hij vermeldt de bepalingen van artikel 152/8, §§ 5, en 6 van het Wetboek.

§ 2. Het attest bedoeld in artikel 152/3, § 4, van het Wetboek bevestigt dat de persoon die het integratietraject heeft gevolgd:

1° deelgenomen heeft aan de opvangmodule bedoeld in artikel 152/1, tweede lid, van het Wetboek;

2° deelgenomen heeft aan de opleiding inzake burgerschap bedoeld in artikel 152/5 van het Wetboek;

3° ofwel deelgenomen heeft aan de bij de overeenkomst voorgeschreven opleiding voor het leren van de Franse taal bedoeld in artikel 152/4 van het Wetboek alsook het aantal gevolgde opleidingen en het behaalde niveau van de validatietest, ofwel gehad heeft gemiddeld minstens het niveau A2 tijdens de positioneringstest in het Frans;

4° deelgenomen heeft aan de bij de overeenkomst voorgeschreven oriëntatie naar een geschikte stelsel inzake socio-professionele inschakeling bedoeld in artikel 152/6 van het Wetboek

Voor de punten 2° tot en met 4° worden de adresgegevens van de operatoren vermeld.

Als de nieuwkomer niet voldoet aan de verplichtingen bedoeld in § 1, eerste lid, mag het centrum hem niet het in artikel 152/7, § 2, van het Wetboek bedoeld attest afgeven. ". "

**Art. 15.** Artikel 238/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt opgeheven.

**Art. 16.** Artikel 240 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt opgeheven.

**Art. 17.** In artikel 240/1 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt een lid luidend als volgt ingevoegd na lid 2: De sanctionerend ambtenaar wordt door de Minister aangewezen. ". "

**Art. 18.** In artikel 240/2 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "van het dossier bedoeld in artikel 240, eerste lid" vervangen door de woorden "van het computergestuurd opvolgingssysteem bedoeld in artikel 152/9 van het decreetgevend deel van het Wetboek" en wordt het woord "contrevenant", in de Franse versie, vervangen door het woord "contrevenante";

2° in lid 3 wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "zestig" en worden de woorden "ontvangst van het dossier bedoeld in artikel 240, eerste lid" vervangen door de woorden "vaststelling van de overtreding bedoeld in het eerste lid." ; ;

3° in lid 4 wordt het woord "elektronisch" ingevoegd tussen de woorden "centrum" en "gericht";

4° leden 5 en 6 worden opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 240/3 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

e) in paragraaf 1:

(3) in lid 1:

(iv) het woord "contrevenant" wordt, in de Franse versie, vervangen door het woord "contrevenante" en de woorden "en van de lijst bedoeld in artikel 240/2, vijfde lid, of van het dossier bedoeld in artikel 240/4, eerste lid" worden vervangen door "na de in artikel 240/2, eerste lid, bedoelde periode van zestig dagen";

(v) in 4° wordt het woord "vijftien" vervangen door het woord "dertig";

(vi) in 6° wordt het woord "kosteloos" ingevoegd tussen de woorden "tolk" en "te laten bijstaan" en worden de woorden "in verschillende talen" vervangen door de woorden "van een tolkdienst in een sociale context";

(iii) punt 7° wordt vervangen door wat volgt: "7° de vermelding dat de betrokkene of zijn raadsman het recht heeft zijn dossier in te kijken, alsook het tijdstip waarop en de plaats waar het kan worden ingezien. ";

(4) lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"Desgevallend geeft de sanctionnerend ambtenaar de nieuwkomer bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg kennis van de datum van zijn verhoor. De datum van het verhoor wordt vastgelegd binnen dertig dagen na ontvangst van de schriftelijke aanvraag waarin de nieuwkomer vraagt om gehoord te worden. De sanctionnerende ambtenaar stelt een hoorzittingsverslag op. ";

f) 2° in paragraaf 2 :

(4) worden de woorden "tot oplegging van een administratieve sanctie" worden opgeheven;

(5) in 1° wordt het woord "vijftien" vervangen door het woord "dertig";

(6) in 2° wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "zestig";

g) 4° in paragraaf 3:

(4) Het woord "imposer" wordt, in de Franse versie, vervangen door "infliger" en de woorden "in § 1 bedoelde" worden opgeheven;

(5) in 1° worden de woorden "verzuimt na te komen" vervangen door de woorden "niet in acht neemt";

(6) in 3° wordt, in de Franse versie, het woord "imposée" vervangen door het woord "infligée";

h) er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"3/1. Het besluit om geen administratieveboete op te leggen bevat ten minste :

1° de wettelijke verplichting die de betrokkene niet in acht neemt;

2° de vaststelling van de feiten waarvoor de administratieve boete opgelegd wordt;

3° de motivering van het niet-opleggen ervan ;

4° de vermelding van de verplichting bedoeld in artikel 152/8, § 5, tweede lid, van het Wetboek "

**Art. 20.** Artikel 240/4 van hetzelfde wetboek, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt aangevuld met volgend lid :

"Indien de betrokkene in gebreke blijft en de administratieve geldboete niet betaalt, zal deze worden ingevorderd door middel van dwangschrift volgens de procedure die van kracht is binnen het Waalse Gewest. "

**Art. 21.** In het opschrift van Titel III van deel 2, boek III, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden, in de Franse versie, de woorden "pour l'" vervangen door het woord "d'".

**Art. 22.** In artikel 241 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt het woord "territoriumgebonden" ingevoegd tussen het woord "De" en het woord "ambtsgebieden".

**Art. 23.** In artikel 241/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt paragraaf 2 opgeheven.

**Art. 24.** Artikel 242 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 242. Voor het bepalen van de positieve beoordeling op het gebied van administratief en boekhoudkundig beheer als bedoeld in artikel 153/2, derde lid, van het wetboek baseert de Regering zich op het door de administratie opgestelde inspectieverslag en, in voorkomend geval, op de boekhoudkundige nazichtsverslagen van de voorgaande twee jaren. "

**Art. 25.** In artikel 242/1 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"Van het erkenningsaanvraagdossier maken deel uit :

1° het aanvraagformulier tot erkenning en de voorlopige begroting, waarvan de modellen worden opgemaakt door de Minister ;

2° het arbeidsreglement;

3° de rekeningen en balans van het jaar dat voorafgaat aan de erkenningsaanvraag;

4° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag ;

5° organigram van het personeel, afschriften van RSZ-documenten die de werkuren van de personeelsleden bevestigen, afschriften van diploma's, taken en kwalificaties van de personeelsleden;

6° het verslag van de brandweerdienst en het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 18 bij het Wetboek gedetailleerd model als het verslag van de brandweerdienst voorbehoud maakt;

7° de lijst en het plan van de lokalen;

8° de schriftelijke verklaring van de naleving van de reglementering betreffende de bescherming van de gegevens van de natuurlijke personen. ";

b) lid 2 wordt met de woorden "tegen ontvangstbevestiging" aangevuld;

c) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De gegevens, vermeld in het eerste lid, 5°, worden bewaard tot de mededeling van de beslissing van de Minister over de erkenningsaanvraag. Als de beslissing het onderwerp is van een geschil, worden de gegevens bewaard totdat het geschil is opgelost. "

**Art. 26.** In artikel 242/2 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 2 wordt vervangen als volgt:

"Indien het dossier niet volledig is, stelt de Administratie de aanvrager in kennis daarvan binnen 30 dagen per aangetekend schrijven of per elektronisch bericht en wijst ze hem op de ontbrekende stukken of gegevens. De aanvrager beschikt over dertig dagen om zijn dossier te vervolledigen. Als het dossier na afloop van die termijn niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de administratie, die de aanvrager daarover inlicht per aangetekend schrijven of per elektronisch bericht. ";

2° er wordt tussen de leden 2 en 3 een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Als het dossier volledig is, onderzoekt de administratie de aanvraag, gaat ze na of de erkenningsvoorwaarden nageleefd worden en programmeert ze een inspectiebezoek. ";

c) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In geval van wijziging van één van de elementen vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 242/1 geeft de houder van de erkenning kennis daarvan aan de Administratie per aangetekend schrijven of per elektronisch bericht binnen een termijn van dertig dagen. "

**Art. 27.** Artikel 242/3 van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt opgeheven.

**Art. 28.** In artikel 243 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 worden de woorden "aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending" en wordt het woord "vijftien" vervangen door het woord "dertig";

2° het wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

"De Minister beslist op basis van het dossier dat aan de oorsprong ligt van de waarschuwing en op basis van het memorie van antwoord meegedeeld door het centrum.

De beslissing tot intrekking wordt per aangetekende zending of elektronisch aan het centrum meegedeeld. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

Het centrum dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een intrekking van erkenning mag binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen. "

**Art. 29.** In artikel 243/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten en overeenkomstig artikel 153/7, lid 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek kan de Minister de centra jaarlijks een geïndexeerde forfaitaire subsidie verlenen als bijdrage in de personeels- en werkingskosten voor de taken bedoeld in artikel 153 van het decreetgevend deel van het Wetboek. ";

b) er wordt een lid na lid 1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Een minimale globale begroting van 7.929.180 euro wordt als volgt toegewezen:

1° centrum van Namen : 1.036.144 euro ;

2° centrum van La Louvière : 896.295 euro ;

3° centrum van Verviers : 896.438 euro ;

4° centrum van Luik : 1.455.824 euro ;

5° centrum van Libramont: 758.215 euro ;

6° centrum van Charleroi : 1.176.336 euro ;

7° centrum van Saint-Ghislain : 927.011 euro ;

8° centrum van Nijvel : 782.917 euro.

De bedragen per centrum mogen niet lager zijn dan de in lid 2 genoemde bedragen en garanderen de middelen die nodig zijn voor de uitvoering van hun decretaal vastgestelde taken.

Ze bestaan uit een geïndexeerde forfaitair bedrag dat de uitvoering van de opdracht in verband met het integratietraject, de werkingskosten en de bijkomende middelen dekt, en een variabel bedrag dat overeenstemt met 100% financiering voor 7,5 VTE's, na aftrek van eventuele gerelateerde werkgelegenheidssubsidies. ";

c) het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"De bedragen bedoeld in lid 2 worden gekoppeld aan de spilindex 128,11 (basis 2013) die toepasselijk is op 1 december 2023 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. "

**Art. 30.** In artikel 244 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

d) in paragraaf 1 :

(3) worden in het eerste lid, de woorden "artikel 153/7, eerste lid, 1° en 2°," vervangen door de woorden "artikel 153/7, tweede lid, ";

(4) wordt lid 3 wordt opgeheven;

e) wordt paragraaf 2 aangevuld met de woorden "en van de sectorale bedrijfsovereenkomsten van de erkende dienst";

f) de paragrafen 3 en 4 worden opgeheven.

**Art. 31.** De artikelen 245, 245/1, 245/2 en 245/3 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

**Art. 32.** In boek III van hetzelfde Wetboek wordt een Titel III/1 als opschrift "Waals Waarnemingscentrum voor de integratie van vreemdelingen" ingevoegd.

**Art. 33.** In Titel III/1, ingevoegd bij artikel 31, wordt een hoofdstuk I met als opschrift "Erkenning" ingevoegd.

**Art. 34.** In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 32, wordt een afdeling 1, die de artikelen 247, 247/1, 247/2 en 247/3 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 1. Voorwaarden

Art. 247. De raad van bestuur van het Waarnemingscentrum telt maximaal twintig leden.

In de raad van bestuur zetelen minstens één vertegenwoordiger van elk centrum, één vertegenwoordiger van de lokale integratie-initiatieven, één vertegenwoordiger van de ondersteunende diensten van MNBV, één vertegenwoordiger van de Union des villes et des communes de Wallonie, één vertegenwoordiger van de sociale tolkenorganisaties, één vertegenwoordiger van de huisvestingssector, één vertegenwoordiger van de gezondheidssector, één vertegenwoordiger van de tewerkstellingssector, één vertegenwoordiger van de beroepsopleidingssector en één vertegenwoordiger van het Institut wallon de l'évaluation et de la prospective.

Art. 247/1. De opdracht bedoeld in artikel 153/8, 7°, van het Wetboek omvat:

1° het verzamelen van informatie bij organisaties die actief zijn in de sector van het leren van de Franse taal in Wallonië om een nauwkeurig register op te stellen van het aanbod in termen van kwantiteit, de aangeboden niveaus en de methodologische aanpak, in overeenstemming met de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

2° de analyse van gegevens over de dienstverlening, de vergelijking met de reële vraag en het opstellen van statistieken;

3° samenwerking met de Stuurgroep Alfabetisering van Volwassenen, opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2005 betreffende de ontwikkeling van een gecoördineerd beleid inzake alfabetisering van volwassenen;

4° de bestaande instrumenten voor het leren van de Franse taal identificeren, vergelijken en harmoniseren zodat ze identiek zijn in elke opleidingssector.

Art. 247/2. Het dossier voor de erkenningsaanvraag omvat :

1° het aanvraagformulier tot erkenning en de voorlopige begroting, waarvan de modellen worden opgemaakt door de Minister ;

2° het arbeidsreglement;

3° de rekeningen en balans van het jaar dat voorafgaat aan de erkenningsaanvraag;

4° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag ;

5° de afschriften van RSZ-documenten die de werkuren van de personeelsleden bevestigen, de afschriften van diploma's, taken en kwalificaties van de personeelsleden;

6° het verslag van de brandweerdienst en het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 18 gedetailleerd model voor de lokalen bedoeld in artikel 153/9, eerste lid, 3° van het decreetgevend deel van het Wetboek als het verslag van de brandweerdienst voorbehoud maakt;

7° het plan en de lijst van de lokalen;

8° de inlichtingen betreffende de geholpen bevolking en de nagestreefde doelstellingen;

9° het organigram van het personeel;

10° de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten;

11° de schriftelijke verklaring van de naleving van de reglementering betreffende de bescherming van de gegevens van de natuurlijke personen.

De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg aan de administratie gericht.

De gegevens, vermeld in 5°, worden bewaard tot de mededeling van de beslissing van de Minister over de erkenningsaanvraag. Als de beslissing het onderwerp is van een geschil, worden de gegevens bewaard totdat het geschil is opgelost.

Art. 247/3. Voor het bepalen van de positieve beoordeling op het gebied van administratief en boekhoudkundig beheer als bedoeld in artikel 153/9, eerste lid, 7°, van het decreetgevend deel van het Wetboek baseert de Regering zich op het door de administratie opgestelde inspectieverslag en, in voorkomend geval, op de boekhoudkundige nazichtsverslagen van de voorgaande twee jaren. "

**Art. 35.** In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 32, wordt een afdeling 2, die de artikelen 247/4 tot 247/5 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 2. Toekennings- en wijzigingsprocedures

Art. 247/4. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier, zoals bedoeld in artikel 242/2.

Indien het dossier niet volledig is, stelt de Administratie de aanvrager in kennis daarvan per aangetekende zending of per elektronisch bericht en wijst ze hem op de ontbrekende stukken of gegevens. De aanvrager beschikt over dertig dagen om zijn dossier te vervolledigen. Als het dossier na afloop van die termijn niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de administratie, die de aanvrager daarover inlicht per aangetekend schrijven of per elektronisch bericht.

Als het dossier volledig is, onderzoekt de administratie de aanvraag, gaat ze na of de erkenningsvoorwaarden nageleefd worden en programmeert ze een inspectiebezoek.

De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg.

In geval van wijziging van één van de elementen vermeld in het erkenningsaanvraagdossier overeenkomstig artikel 247/2 geeft de houder van de erkenning binnen een termijn van dertig dagen per aangetekende zending of langs elektronische weg kennis daarvan aan de Administratie.

Art. 247/5. In het geval van een boventallige aanvraag beslist de Minister over de aanvragen aan de hand van de volgende criteria:

1° de ervaring van de aanvragende diensten met de opleiding van opleiders ;

2° de ervaring van de aanvragende diensten met de ontwikkeling van methodologische en educatieve inhoud met betrekking tot de integratie van vreemdelingen.

Art. 247/6. De Minister beslist de erkenning in te trekken als vastgesteld wordt dat het waarnemingscentrum niet voldoet aan de bepalingen van het wetboek of aan de krachtens het Wetboek genomen bepalingen of als ze de haar toegewezen opdrachten niet voldoende vervult.

De intrekking van de erkenning wordt voorafgegaan door een waarschuwing die bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg gestuurd wordt door de administratie. De waarschuwing vermeldt de geformuleerde klachten en staat het centrum een termijn van dertig dagen toe om een memorie van antwoord over te maken.

De Minister beslist op basis van het dossier dat aan de oorsprong ligt van de waarschuwing en op basis van het memorie van antwoord meegedeeld door het waarnemingscentrum.

Het besluit tot intrekking wordt bij aangetekende zending of langs elektronische weg aan de dienst meegedeeld. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

De vereniging die het voorwerp heeft uitgemaakt van een intrekking van erkenning mag binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen. ”.

**Art. 36.** In Titel III/1, ingevoegd bij artikel 31, wordt een hoofdstuk II ingevoegd, dat artikel 247/7 omvat, luidend als volgt:

”Hoofdstuk II. Subsidiëring

Art. 247/7. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig artikel 153/12 van het decreetgevend deel van het Wetboek een jaarlijkse geïndexeerde forfaitaire subsidie van 355 000 euro aan het Waarnemingscentrum toekennen als bijdrage in de personeels- en werkingskosten.

Het bedrag bedoeld in lid 1 wordt gekoppeld aan de spilindex 128,11 (basis 2013) die toepasselijk is op 1 januari 2023 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. .

De verenigingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen subsidie ontvangen. ”.

**Art. 37.** In Titel III/1, ingevoegd bij artikel 31, wordt een hoofdstuk III ingevoegd, dat artikel 247/8 omvat, luidend als volgt:

”Hoofdstuk III Begeleidingscomité

Art. 247/8. Het begeleidingscomité bedoeld in artikel 153/13 van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit:

1° één vertegenwoordiger van de Minister;

2° één vertegenwoordiger van de Minister-President;

3° één vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling ;

4° één vertegenwoordiger van de Minister van Vorming ;

5° één vertegenwoordiger van de Minister van Sociale Cohesie ;

6° één vertegenwoordiger van de administratie ;

7° één vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum;

8° één vertegenwoordiger van het “Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique” (Waals Instituut voor evaluatie, prospectief beleid en statistiek);

9° één vertegenwoordiger van de centra ;

10° één vertegenwoordiger van lokale integratie-initiatieven;

11° één vertegenwoordiger van begeleidingsdiensten voor zelfredzaamheid van MNBV.

De vertegenwoordigers bedoeld in 9, 10° en 11° worden door de Minister aangewezen na een oproep tot de kandidaten. De andere vertegenwoordigers worden door hun instelling aangewezen op uitnodiging van de administratie.

Het Comité kan elke persoon uitnodigen die het nuttig acht om aan het onderzoek van een specifiek vraagstuk deel te nemen.

Het Comité vergadert minstens twee keer per jaar.

Het secretariaat wordt door het waarnemingscentrum waargenomen. ”.

**Art. 38.** Artikel 248 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 248. Het minimale jaarlijkse activiteitsvolume dat moet worden erkend in overeenstemming met artikel 154/1 van het Wetboek is :

1° vierhonderd uur persoonlijk onderwijs voor een taalopleiding Frans ;

2° drie modules van zestig uur voor burgerschapsvorming;



3° vierentwintig dossiers en een minimum van acht wachtdiensturen per week voor maatschappelijke en juridische ondersteuning gespecialiseerd in vreemdelingenrecht;

4° vijfhonderdzeventig uur voor de opdracht van interculturaliteit en de strijd tegen racisme.

Eén uur persoonlijk onderwijs is de tijd die een opleider besteedt aan het geven van de groepstraining face-to-face met de deelnemers. Dit is exclusief cursusvoorbereiding, interne en externe bijeenkomsten en voortgezette opleiding voor de opleider.

De wachtdiensturen bedoeld in lid 1, 3°, zijn vaste of variabele uurregelingen gewijd aan gesprekken met begunstigen met of zonder afspraak.

Onder de uren voor de opdracht interculturaliteit en racismebestrijding wordt verstaan alle werktijd die nodig is voor de organisatie, voorbereiding en uitvoering van de opdracht. ”.

**Art. 39.** De artikelen 248/1, 248/2, 248/3, 248/4, 248/5 en 248/6, die als volgt luiden, worden ingevoegd in titel IV van hetzelfde wetboek:

”Art. 248/1. Het personeel;

1° belast met de opdracht bedoeld in artikel 154, tweede lid, 3°, van het Wetboek voldoet aan ten minste één van de volgende voorwaarden

a) beschikken over een diploma maatschappelijk assistent;

b) ten minste een bachelordiploma of gelijkwaardig hebben in politieke en sociale wetenschappen, psychologie of rechten en ten minste drie jaar relevante ervaring hebben in algemene sociale ondersteuning;

c) beschikken over ten minste een bachelordiploma of een daarmee gelijkgesteld diploma politieke en sociale wetenschappen, psychologie of rechten, mits zij onder toezicht staan van ten minste één minstens halftijds tewerkgestelde werknemer die voldoet aan de onder a) vermelde voorwaarde en die kan aantonen dat hij of zij ten minste twee jaar nuttige ervaring heeft op het gebied van maatschappelijke ondersteuning in de integratiesector;

c) beschikken over ten minste een bachelordiploma of een daarmee gelijkgesteld diploma politieke en sociale wetenschappen, psychologie of rechten, mits zij onder toezicht staan van ten minste één minstens halftijds tewerkgestelde werknemer die voldoet aan de onder b) vermelde voorwaarde en die kan aantonen dat hij of zij ten minste twee jaar nuttige ervaring heeft op het gebied van maatschappelijke ondersteuning in de integratiesector;

2° belast met de opdracht bedoeld in artikel 154, tweede lid, 4°, van het Wetboek voldoet aan minstens één van de volgende voorwaarden ;

a) over minstens een bachelor of een gelijkwaardig diploma beschikken;

b) ten minste een bachelordiploma of gelijkwaardig hebben in politieke en sociale wetenschappen, psychologie of rechten en ten minste drie jaar relevante ervaring hebben in vreemdelingenrecht;

c) beschikken over ten minste een bachelordiploma of een daarmee gelijkgesteld diploma politieke en sociale wetenschappen, psychologie of rechten, mits zij onder toezicht staan van ten minste één minstens halftijds tewerkgestelde werknemer die voldoet aan de onder a) vermelde voorwaarde en die kan aantonen dat hij of zij ten minste twee jaar nuttige ervaring heeft op het gebied van vreemdelingenrecht;

d) beschikken over ten minste een bachelordiploma of een daarmee gelijkgesteld diploma politieke en sociale wetenschappen, psychologie of rechten, mits zij onder toezicht staan van ten minste één minstens halftijds tewerkgestelde werknemer die voldoet aan de onder b) vermelde voorwaarde ;

3° belast met de opdracht bedoeld in artikel 154, tweede lid, 5° en 6°, voldoet aan minstens één van de volgende voorwaarden ;

a) over minstens een bachelor of een gelijkwaardig diploma te beschikken;

b) over een attest van gevolgde specifieke pedagogische opleiding waarvan de inhoud aan het referentiekader aangenomen door de Waalse Regering voldoet;

c) over minstens een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en minimum drie jaar nuttige ervaring als animator bij volwassenen beschikken;

d) over minstens een getuigschrift van het lager secundair onderwijs met minimum zes jaar nuttige ervaring als animator bij volwassenen te beschikken.

De in paragraaf 1, 2°, bedoelde personeelsleden moeten binnen de twaalf maanden na hun aanstelling ook een specifieke opleiding over vreemdelingenrecht van minstens veertig uur gevolgd hebben of zich ertoe verbinden deze te volgen.

Ze hebben ook een opleiding betreffende de integratie van de vreemdelingen, de interculturaliteit en minstens de thematieken vermeld in artikel 152/5, § 2, van het Wetboek gevolgd of verbinden er zich toe deze opleiding binnen 12 maanden na hun indienstneming te volgen. Zij hebben ook minstens het niveau C1 in het Frans van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen.

Art. 248/2. Voor het bepalen van de positieve beoordeling op het gebied van administratief en boekhoudkundig beheer als bedoeld in artikel 154/1, eerste lid, 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek baseert de Regering zich op het door de administratie opgestelde inspectieverslag en, in voorkomend geval, op de boekhoudkundige nazichtsverslagen van de voorgaande twee jaren.

Art. 248/3. De lokalen bedoeld in artikel 154/1, eerste lid, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek dienen te beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

1° voor de taken bedoeld in artikel 154, tweede lid, 1° en 2°, van het Wetboek: geschikt zijn voor de omvang van de goedgekeurde activiteiten en het aantal leerlingen, uitgerust zijn met geschikte leermiddelen, verlichting en verluchting, en beschermd zijn tegen storende invloeden van buitenaf;

2° voor de opdrachten, bedoeld in artikel 154, tweede lid, 2°, 3° en 4°, geschikt zijn voor het houden van vertrouwelijke gesprekken.

De lokalen moeten ter beschikking worden gesteld in overeenstemming met de voorschriften inzake veiligheid, bescherming en welzijn op het werk.

Art. 248/4. Lokale integratie-initiatieven die erkend zijn voor de opdrachten bedoeld in artikel 154, tweede lid, 1° en 2°, van het Wetboek moeten dagelijkse, maandelijkse en jaarlijkse registratieformulieren invullen voor deelnemers en opleidingsuren, waarvan de modellen worden opgesteld door de administratie in overleg met het waarnemingscentrum bedoeld in artikel 153/8 van het decreetgevend deel van het Wetboek. Deze tellingen maken onderscheid tussen de werkelijk gewerkte uren en de daarmee gelijkgestelde uren bedoeld in artikel 251, § 4, lid 3.

Deze gegevens worden bewaard gedurende drie jaar.

Art. 248/5. De maatschappelijke begeleiding bedoeld in artikel 154, tweede lid, 3°, van het Wetboek, is een sociale regeling die bedoeld is om vreemdelingen op te vangen, te ondersteunen en te begeleiden.

De rol van de maatschappelijk werker is ervoor te zorgen dat vreemdelingen toegang hebben tot hun rechten, in het bijzonder door het bieden van uitgebreide ondersteuning, waaronder opvang, luisteren, informatie, hulp bij procedures, begeleiding, communicatie met begunstigen zowel face-to-face als op afstand, onderzoek en analyse, en overleg met andere operatoren.

Art. 248/6. § 1. De promotie van interculturaliteit en de strijd tegen racisme bedoeld in artikel 154, tweede lid, 5° en 6° van het Wetboek worden ontwikkeld voor het grote publiek, voor werknemers of vrijwilligers die actief zijn in een multiculturele context, voor vreemdelingen of personen van vreemde origine of voor gemengde groepen.

Het doel van deze opdrachten is het waarborgen van de ontwikkeling van een interculturele samenleving door het aanmoedigen van de deelname van alle burgers, buitenlanders of niet, aan de opbouw van een samenhangende manier van samenleven, met respect voor de grondbeginselen die onze samenleving beheersen en verrijkt door de positieve bijdrage van individuele en collectieve diversiteit. Het succes van dit proces hangt af van ieders individuele en collectieve verantwoordelijkheid, want integratie is een dynamisch tweerichtingsproces van wederzijdse acceptatie, gebaseerd op wederzijdse rechten en plichten van vreemde migranten en hun nakomelingen als de gastsamenleving als geheel. De georganiseerde activiteiten moeten de vreemdelingen niet alleen in staat stellen om in hun basisbehoeften en -rechten te voorzien, maar ook om duurzame banden aan te knopen met andere inwoners en instellingen.

§ 2. De opdrachten bedoeld in artikel 154, tweede lid, 5°, van het Wetboek voldoen aan minstens één van de volgende categorieën van acties ;

1° bewustmaking van de realiteit van migratie en de uitdagingen van interculturaliteit, met als doel het bevorderen van een beter begrip van de realiteit van migratie en culturele diversiteit binnen de gastsamenleving, het vermogen om vooroordelen en simplistische discours over deze kwesties te deconstrueren, en intercultureel gedrag;

2° de bewustmaking van de culturele codes van de gastsamenleving, met als doel de vreemdelingen te helpen de sleutels te verwerven om de Belgische interculturele samenleving te begrijpen en kritisch te analyseren teneinde hun autonomie, hun gevoel erbij te horen en hun vermogen om keuzes te maken en actie te ondernemen om deel te nemen aan de samenleving, te vergroten;

3° interculturele collectieve projecten, gericht op het bevorderen van de sociale, culturele, politieke en economische participatie van vreemdelingen door hen lokaal te betrekken bij de co-constructie van federatieve projecten samen met andere burgers van de gastsamenleving en op hetzelfde niveau, met het oog op solidair samenzijn;

4° duo's naar inclusie, die een vorm van peterschap zijn, binnen een ondersteuningsstructuur die toebehoort aan een vzw of een overheidsinstantie, waarbij een vrijwilliger zijn krachten bundelt met een buitenlandse persoon in een één-op-één relatie, met als doel een betere toegang tot hun fundamentele rechten te bevorderen, een vertrouwensband met de gastsamenleving te creëren en een verrijkende ruimte van interculturele uitwisseling voor beide personen te creëren.

§ 3. De opdrachten bedoeld in artikel 154, tweede lid, 6°, van het Wetboek voldoen aan minstens één van de volgende categorieën van acties ;

1° informatie en steun aan slachtoffers van racisme en rassendiscriminatie ;

2° informatie en sensibilisering om de kennis van de antiracistische wetgeving, het inzicht in de mechanismen van racisme en/of de praktijken om racisme te bestrijden te bevorderen;

3° opleiding gericht op het begrijpen of bestrijden van racisme ;

4° productie van educatieve instrumenten over racisme;

5° collectieve, participatieve en burgeracties om racisme en discriminatie te bestrijden. ”.

**Art. 40.** In artikel 249 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

”Het erkenningsaanvraagdossier, bedoeld in artikel 154/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek, omvat :

1° het aanvraagformulier tot erkenning en de voorlopige begroting, waarvan de modellen worden opgemaakt door de Minister ;

2° het arbeidsreglement;

3° de rekeningen en balans van het jaar dat voorafgaat aan de erkenningsaanvraag;

4° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag ;

5° de afschriften van RSZ-documenten die de werkuren van de personeelsleden bevestigen, de afschriften van diploma's, taken en kwalificaties van de personeelsleden;

6° het verslag van de brandweerdienst en het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 18 gedetailleerd model voor de lokalen als het brandweerverslag voorbehoudt maakt;

7° het plan en de lijst van de lokalen;

8° de inlichtingen betreffende de geholpen bevolking en de nagestreefde doelstellingen;

9° het organigram van het personeel;

10° de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten;

11° de schriftelijke verklaring van de naleving van de reglementering betreffende de bescherming van de gegevens van de natuurlijke personen. ”;

2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg met bericht van ontvangst aan de administratie gericht. ";

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

"De gegevens, bedoeld in het eerste lid, 5°, worden bewaard tot de mededeling van de beslissing van de Minister over de erkenningsaanvraag. Als de beslissing het onderwerp is van een geschil, worden de gegevens bewaard totdat het geschil is opgelost. ".

**Art. 41.** In deel 2, titel IV, boek III, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen door: "Procedure voor toekenning en intrekking".

**Art. 42.** Artikel 250 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 250. § 1. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier, zoals bedoeld in artikel 249.

Indien het dossier niet volledig is, stelt de Administratie de aanvrager in kennis daarvan binnen 30 dagen per aangetekende zending of langs de elektronische weg en wijst ze hem op de aanvullende stukken of gegevens. De aanvrager beschikt over dertig dagen om zijn dossier te vervolledigen. Als het dossier na afloop van die termijn niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de administratie, die de aanvrager daarover inlicht per aangetekend schrijven of per elektronisch bericht.

Als het dossier volledig is, onderzoekt de administratie de aanvraag, gaat ze na of de erkenningsvoorwaarden nageleefd worden en programmeert ze een inspectiebezoek.

De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg.

§ 2. In geval van wijziging van één van de elementen vermeld in het erkenningsaanvraagdossier overeenkomstig artikel 249 geeft de houder van de erkenning onmiddellijk via een aangetekende zending of langs de elektronische weg kennis daarvan aan de Administratie binnen de dertig dagen ".

**Art. 43.** In artikel 250/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de erkende vereniging zonder winstoogmerk" vervangen door de woorden "het erkende lokaal integratie-initiatief";

2° in het tweede lid worden de woorden "aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending", worden de woorden "de erkende vereniging zonder winstoogmerk" vervangen door de woorden "het erkende lokaal integratie-initiatief" en wordt het woord "vijftien" vervangen door het woord "dertig";

3° er worden drie leden ingevoegd na het tweede lid, luidend als volgt:

"De Minister beslist op basis van het dossier dat aan de oorsprong ligt van de waarschuwing en op basis van het memorie van antwoord meegedeeld door het erkende lokaal integratie-initiatief.

Het besluit tot intrekking wordt bij aangetekende zending of langs elektronische weg aan de dienst meegedeeld. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

De verenigingen of plaatselijke besturen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen."

**Art. 44.** In titel IV van deel 2, boek III van hetzelfde wetboek wordt hoofdstuk I/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018 en dat artikel 250/2 bevat, opgeheven.

**Art. 45.** Artikel 250/2 wordt hersteld als volgt:

"Art. 250/2. Iedere erkenningsaanvraag moet uiterlijk 30 juni van het jaar waarin de aanvraag wordt ingediend, worden ingediend. ".

**Art. 46.** Artikel 251 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt vervangen door wat volgt:

" Art. 251. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig artikel 154/1 van het Wetboek een jaarlijkse geïndexeerde forfaitaire subsidie aan de operatoren toekennen als bijdrage in de personeels- en werkingskosten. De subsidie wordt vastgesteld in verhouding tot de omvang van de activiteiten die gepland zijn op basis van het voorlopig budget, bedoeld in artikel 249, eerste lid, 1°.

Voor de opdrachten bedoeld in artikel 154, lid 2, 1° en 2° van het Wetboek komt het bedrag van de subsidie overeen met een forfaitair bedrag van 90 euro geïndexeerd per uur face-to-face onderwijs.

Voor de opdrachten bedoeld in artikel 154, lid 2, 3° en 4° van het Wetboek komt het bedrag van de subsidie overeen met een forfaitair bedrag van 90 euro geïndexeerd per gespreksuur.

Voor de opdrachten bedoeld in artikel 154, lid 2, 5° en 6° van het Wetboek wordt het bedrag van de subsidie beperkt tot 40 000 euro geïndexeerd per operator. Als een operator de opdracht in meerdere arrondissementen uitvoert, wordt het plafond vastgesteld op 80.000 euro geïndexeerd.

Voor de opdrachten bedoeld in artikel 154, lid 2, 5° en 6° van het Wetboek, worden de uitvoeringsverplichtingen pro rata berekend van de toegekende subsidiebedragen indien deze verschillen van de begrote en aangevraagde bedragen voor de voorgestelde acties.

§ 2. De subsidie is bedoeld als bijdrage in de personeelskosten van de werknemer(s) die belast is (zijn) met een of meer van de erkende opdrachten, volgens de schalen die zijn vastgelegd in de geldende paritaire overeenkomst binnen de erkende dienst en de sectorovereenkomsten van de onderneming.

Werkingskosten en personeelskosten voor administratief, boekhoudkundig en coördinerend personeel bedragen maximaal veertig procent van de totale subsidie.

§ 3. De bedragen bedoeld in § 1 worden gekoppeld aan de spilindex 128,11 (basis 2013) die toepasselijk is op 1 december 2023 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen,

toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 4. De subsidie is volledig verschuldigd zodra de exploitant 90% van de doelstellingen of voorwaarden waaraan tijdens de subsidieperiode moet worden voldaan, heeft bereikt.

In de bereikte opdrachten worden de gelijkgestelde uren in aanmerking genomen voor de opdrachten bedoeld in artikel 154, tweede lid, 1° en 2°, van het Wetboek bij afwezigheid van bereikte opdrachten uitgevoerd wanneer de operator er niet verantwoordelijk voor is.

De term "gelijkgestelde uren" verwijst naar diensten die niet worden verstrekt of diensten die niet voldoen aan het minimumaantal deelnemers bedoeld in artikel 237/6, vijfde lid, of artikel 237/7, § 3, in geval van afwezigheid van een begunstigde om de volgende redenen en binnen de volgende grenzen:

1° ziekte, het moederschapsverlof, het vaderschapsverlof of het geboorteverlof, gewettigd door een medisch attest, met maximum dertig dagen per afwezigheidsperiode, gewettigd om die reden;

2° ziekte van een kind, op vertoon van een bewijsstuk afgeleverd door de arts, de kinderopvang of de crèche waar het kind ingeschreven is, met maximum één week per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden ;

3° staking of slechte weersomstandigheden waardoor het openbaar vervoer verlamd is, bevestigd door de openbaarvervoersmaatschappij of in een krantenknipsel ;

4° een baan zoeken of zich inschrijven voor een opleiding op basis van bewijsstukken ;

5° op grond van een bewijsstuk waarmee de aanwezigheid van de stagiair aangetoond wordt of, bij ontstentenis, van de oproeping, het nakomen van verplichtingen bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, de Dienst, het "Agence pour une Vie de Qualité" , een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een gemeentelijke dienst, de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbeschermingsdienst, de hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of een vakbond, het ziekenfonds, het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering of de Commissie voor voorwaardelijke invrijheidsstelling, de hoven en rechtbanken of elke verplichting die de aanwezigheid van de begunstigde bij het bevoegde orgaan vordert, op grond van een bewijsstuk bij ontstentenis van een officiële oproeping;

6° de afwezigheidsdagen bedoeld in het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten ;

7° de feestdagen van de erkende erediensten en de feesten van de bij wet erkende organisaties die een morele bijstand verlenen volgens een niet confessionele filosofische overtuiging, met een maximum van twee dagen per jaar ;

8° afwezigheden door overmacht, met bewijsstukken.

§ 5. De verenigingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen subsidie ontvangen. ". "

**Art. 47.** Artikel 251/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt opgeheven.

**Art. 48.** In artikel 252 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "van de instelling" worden vervangen door de woorden "van de verenigingen erkend als instelling";

b) het woord "diploma" wordt telkens opgeheven en telkens vervangen door het woord "bachelordiploma" ;

c) in punt 3° wordt het woord "zestien" vervangen door het woord "achttien";

d) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "De personeelsleden bedoeld onder 3° hebben minstens het niveau B2 in het Frans en het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen."

**Art. 49.** Artikel 252/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 252/1. De raad van bestuur van de verenigingen telt maximaal twintig leden.

In de raad van bestuur zetelen minstens één vertegenwoordiger van elk centrum, één vertegenwoordiger van de integratie-sector, één vertegenwoordiger van de Union des villes et des communes de Wallonie, één vertegenwoordiger van het Waals waarnemingscentrum voor vreemdelingen, één vertegenwoordiger van de huisvestingssector, één vertegenwoordiger van de gezondheidssector, één vertegenwoordiger van de tewerkstellingssector, één vertegenwoordiger van de beroepsopleidingssector en één vertegenwoordiger van het Waals Instituut voor de evaluatie en prospectief beleid. "

**Art. 50.** In artikel 253 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"Van het erkenningsaanvraagdossier maken deel uit :

1° het aanvraagformulier tot erkenning en de voorlopige begroting, waarvan de modellen worden opgemaakt door de Minister ;

2° het arbeidsreglement;

3° de rekeningen en balans van het jaar dat voorafgaat aan de erkenningsaanvraag;

4° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag ;

5° de afschriften van RSZ-documenten die de werkuren van de personeelsleden bevestigen, de afschriften van diploma's, taken en kwalificaties van de personeelsleden;

6° het verslag van de brandweerdienst en, in voorkomend geval, het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 18 gedetailleerd model voor de lokalen als het brandweerverslag voorbehoud maakt;

7° het plan en de lijst van de lokalen;



8° de inlichtingen betreffende de geholpen bevolking en de nagestreefde doelstellingen;

9° het organigram van het personeel;

10° de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten;

11° de schriftelijke verklaring van de naleving van de reglementering betreffende de bescherming van de gegevens van de natuurlijke personen. ”;

b) het tweede lid wordt aangevuld met de woorden: ”tegen ontvangstbewijs”;

c) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”De gegevens, bedoeld in het eerste lid, 5°, worden bewaard tot de mededeling van de beslissing van de Minister over de erkenningsaanvraag. Als de beslissing het onderwerp is van een geschil, worden de gegevens bewaard totdat het geschil is opgelost. ”.

**Art. 51.** In titel V, hoofdstuk 1, afdeling 1, van deel 2, boek III, van hetzelfde wetboek wordt een artikel 253/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 253/1. Voor het bepalen van de positieve beoordeling op het gebied van administratief en boekhoudkundig beheer als bedoeld in artikel 155/2, eerste lid, 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek baseert de Regering zich op het door de administratie opgestelde inspectieverslag en, in voorkomend geval, op de boekhoudkundige nazichtsverslagen van de voorgaande twee jaren. ”.

**Art. 52.** In deel 2, boek III, titel III, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen door: ”Procedure voor toekenning en intrekking”.

**Art. 53.** In artikel 254 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

”Indien het dossier niet volledig is, stelt de Administratie de aanvrager in kennis daarvan binnen 30 dagen na ontvangst van de aanvraag en wijst ze hem op de aanvullende stukken of gegevens. De aanvrager beschikt over dertig dagen om zijn dossier te vervolledigen. Als het dossier na afloop van die termijn niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de administratie, die de aanvrager daarover inlicht per aangetekend schrijven of per elektronisch bericht. ”;

2° tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

”Als het dossier volledig is, onderzoekt de administratie de aanvraag, gaat ze na of de erkenningsvoorwaarden nageleefd worden en programmeert ze een inspectiebezoek. ”;

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

”In geval van wijziging van één van de elementen vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 235 geeft de houder van de erkenning onmiddellijk via een aangetekende zending of langs de elektronische weg kennis daarvan aan de Administratie. ”.

**Art. 54.** In artikel 254/1 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 van de Franse versie, wordt het woord ”erkend” ingevoegd tussen het woord ”in” en het woord ”sociaal”;

2° in het tweede lid worden de woorden ”aangetekend schrijven” vervangen door de woorden ”aangetekende zending” en wordt het woorden ”vijftien” vervangen door het woord ”dertig”;

3° het wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

”De Minister beslist op basis van het dossier dat aan de oorsprong ligt van de waarschuwing en op basis van het memorie van antwoord meegedeeld door de instelling.

De beslissing tot intrekking wordt bij aangetekende zending of langs de elektronische weg aan de instelling meegedeeld. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

De vereniging die het voorwerp heeft uitgemaakt van een intrekking van erkenning mag binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen. ”.

**Art. 55.** In artikel 255 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt: Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig artikel 155/6 van het Wetboek een jaarlijkse geïndexeerde forfaitaire subsidie van 860 000 euro aan het Waarnemingscentrum toekennen als bijdrage in de personeels- en werkingskosten. ”;

b) lid 2 wordt opgeheven.

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

”§ 2. Het bedrag bedoeld in § 1 wordt gekoppeld aan de spilindex 128,11 (basis 2013) die toepasselijk is op 1 december 2023 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. ”;

3° in paragraaf 3 worden de woorden ”De instelling” vervangen door de woorden ”De instellingen” en wordt het woord ”mag” vervangen door het woord ”mogen”.

**Art. 56.** In boek III van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van titel IV, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, vervangen als volgt:

”Begeleidingsdiensten voor zelfraadzaamheid van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen en voormalige niet-begeleide minderjarige vreemdelingen”



**Art. 57.** In Titel VI van Deel 2, Boek III van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt vóór artikel 255/1 een hoofdstuk I met als opschrift "Erkenning" ingevoegd.

**Art. 58.** In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 56, wordt een afdeling 1 met het opschrift « Voorwaarden » ingevoegd.

**Art. 59.** Artikel 255/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 255/1. § 1. Bij zijn indienstneming beschikt het in artikel 155/8, eerste lid, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde personeel minstens over:

1° een bachelordiploma maatschappelijk assistent, maatschappelijk hulpwerker, assistent psychologie of opvoeder, sociaal verpleger, juridisch assistent of een gelijkwaardig diploma;

2° een master in de menswetenschappen of sociale wetenschappen, in de rechten of een gelijkwaardig diploma.

§ 2. Voor de opdrachten bedoeld in artikel 155/7, tweede lid, van het Wetboek, verlenen de personeelsleden bedoeld in artikel 155/8, eerste lid, 4°, van het Wetboek, individuele steun aan ten minste vijftien MNBV's of voormalige MNBV's gedurende één jaar.

De ondersteuning is kosteloos voor het publiek bedoeld in artikel 150, lid 1, 5° en 6° van het decreetgevend deel van het Wetboek. "

**Art. 60.** In afdeling 1 van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij artikel 57, worden de artikelen 255/2 en 255/3 ingevoegd, die als volgt luiden:

"Art. 255/2. Voor het bepalen van de positieve beoordeling op het gebied van administratief en boekhoudkundig beheer als bedoeld in artikel 155/8, eerste lid, 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek baseert de Regering zich op het door de administratie opgestelde inspectieverslag en, in voorkomend geval, op de boekhoudkundige nazichtsverslagen van de voorgaande twee jaren.

Art. 255/3. Het dossier voor de erkenningsaanvraag omvat :

1° het aanvraagformulier tot erkenning en de voorlopige begroting, waarvan de modellen worden opgemaakt door de Minister ;

2° het arbeidsreglement;

3° de rekeningen en balans van het jaar dat voorafgaat aan de erkenningsaanvraag;

4° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag ;

5° de afschriften van RSZ-documenten die de werkuren van de personeelsleden bevestigen, de afschriften van diploma's, taken en kwalificaties van de personeelsleden;

6° een uittreksel uit het strafregister voor eenieder die in contact komt met een niet-begeleide minderjarige vreemdeling;

7° het verslag van de brandweerdienst en, in voorkomend geval, het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 18 gedetailleerd model als het verslag van de brandweerdienst voorbehoud maakt;

8° het plan en de lijst van de lokalen;

9° het organigram van het personeel;

10° een samenvattende nota met een beschrijving van het educatieve project, het gesteunde publiek, het aantal steunmaatregelen voor het publiek bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5° en 6°, van het decreetgevend deel van het wetboek, uitgevoerd per jaar gedurende de twee jaren voorafgaand aan de erkenningsaanvraag, de toegepaste methodologie, het type activiteiten, de bestreken oppervlakte en de bestaande partnerschappen om de opdracht bedoeld in artikel 155/7 van het wetboek uit te voeren;

11° de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten;

12° een schriftelijke verbintenis dat de dienst het gemeenschappelijk ethisch handvest onderschrijft voor ondersteunende diensten voor MNBV bedoeld in artikel 155/8, § 1, 7° ;

13° de schriftelijke verklaring van de naleving van de reglementering betreffende de bescherming van de gegevens van de natuurlijke personen.

De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg aan de administratie gericht.

De gegevens, bedoeld in het eerste lid, 5° en 6°, worden bewaard tot de mededeling van de beslissing van de Minister over de erkenningsaanvraag. Als de beslissing het onderwerp is van een geschil, worden de gegevens bewaard totdat het geschil is opgelost.

Het handvest bedoeld in artikel 155/8, § 1, 7°, van het Wetboek wordt opgesteld door de Minister op voorstel van het waarnemingscentrum bedoeld in artikel 153/8 van het Wetboek. "

**Art. 61.** In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 56, wordt een afdeling 2, die artikel 255/4 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 2. Programmering

Art. 255/4. De Regering kan erkennen als begeleidingsdiensten voor voor zelfredzaamheid van NBMV's:

1° voor de provincie Henegouwen, één of meer diensten met een maximum van viereneenhalf voltijdse equivalenten;

2° voor de provincie Luik, één of meer diensten met een maximum van viereneenhalf voltijdse equivalenten;

4° voor de provincie Namen, één of meer diensten met een maximum van twee voltijdse equivalenten;

5° voor de provincie Waals Brabant, één of meer diensten met een maximum van twee voltijdse equivalenten;

6° voor de provincie Luxemburg, één of meer diensten met een maximum van twee voltijdse equivalenten. "

**Art. 62.** In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 56, wordt een afdeling 3, die de artikelen 255/5, 255/6 en 255/7 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 3. Toekennings- en wijzigingsprocedures

Art. 255/5. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier, zoals bedoeld in artikel 255/3.

Indien het dossier niet volledig is, stelt de Administratie de aanvrager in kennis daarvan binnen 30 dagen per aangetekende zending of langs de elektronische weg en wijst ze hem op de aanvullende stukken of gegevens. De aanvrager beschikt over dertig dagen om zijn dossier te vervolledigen. Als het dossier na afloop van die termijn niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de administratie, die de aanvrager daarover inlicht per aangetekend schrijven of per elektronisch bericht.

Als het dossier volledig is, onderzoekt de administratie de aanvraag, gaat ze na of de erkenningsvoorwaarden nageleefd worden en programmeert ze een inspectiebezoek.

De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg.

In geval van wijziging van één van de elementen vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 255/3 geeft de houder van de erkenning onmiddellijk via een aangetekende zending of via de elektronische weg kennis daarvan aan de Administratie binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 255/6. In geval van aanvragen die het maximumaantal voltijdsequivalenten bedoeld in artikel 255/4 overschrijden, beslist de Minister over de aanvragen met inachtneming van de volgende criteria :

1° het geografische evenwicht;

2° de ervaring van de aanvragende diensten;

3° complementariteit met bestaande diensten in het gegeven gebied;

4° het volume begeleidingen van het publiek als bedoeld in artikel 155/8, § 1, eerste lid, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° de kwalificaties en de ervaring van het personeel.

Art. 255/7. De Minister beslist de erkenning in te trekken als vastgesteld wordt dat de erkende dienst niet voldoet aan de bepalingen van het wetboek of aan de krachtens het Wetboek genomen bepalingen of als ze de haar toegewezen opdrachten niet voldoende vervult.

De intrekking van de erkenning wordt voorafgegaan door een waarschuwing die bij aangetekend schrijven of langs de elektronische weg gestuurd wordt door de administratie. Deze waarschuwing vermeldt de klachten en verleent de erkende dienst een termijn van dertig dagen om een memorie van antwoord in te dienen.

De Minister beslist op basis van het dossier dat verantwoordelijk is voor het voorstel tot intrekking en op basis van de schriftelijke opmerkingen meegedeeld door de dienst.

Het besluit tot intrekking wordt bij aangetekende zending of langs elektronische weg aan de dienst meegedeeld. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

"De diensten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen. "

**Art. 63.** In titel VI van van deel 2, boek III, van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk II ingevoegd, bestaande uit een artikelen 255/8, dat als volgt luidt :

"Hoofdstuk II. Subsidiëring

Art. 255/8. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister overeenkomstig artikel 155/11 van het Wetboek een jaarlijkse geïndexeerde forfaitaire subsidie aan de diensten voor de begeleiding van de MNBV toekennen als bijdrage in de personeels- en werkingskosten op basis van de previsionele begroting als bedoeld in artikel 255/3, 1°.

De subsidie is beperkt tot 86.000 euro geïndexeerd per voltijds equivalent belast met de ondersteuning van het publiek bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5° en 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De subsidie is bedoeld als bijdrage in de personeelskosten van de werknemer(s) die belast is (zijn) met de begeleiding van het publiek bedoeld in artikel 150, lid 1, 5° en 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, volgens de schalen die zijn vastgelegd in de geldende paritaire overeenkomst binnen de erkende dienst en de sectorovereenkomsten van de onderneming.

Werkingskosten en personeelskosten voor administratief, boekhoudkundig en coördinerend personeel bedragen maximaal veertig procent van de totale subsidie.

§ 2. De bedragen bedoeld in § 1 worden gekoppeld aan de spilindex 128,11 (basis 2013) die toepasselijk is op 1 januari 2015 en aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 3. De dienst die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen subsidie ontvangen. " " "

**Art. 64.** In titel III van deel 2 van hetzelfde wetboek wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, dat artikelen 255/9 omvat, luidend als volgt:

"Titel VII. Controle

Art. 255/9. Het in de artikelen 242, 247/3, 248/2, 253/1 en 255/2 bedoelde boekhoudkundig nazichtsverslag bestaat uit twee delen:

1° een kwantitatief financieel gedeelte met een analyse van de gepresenteerde uitgaven en de balans;

2° een kwalitatief administratief gedeelte over de naleving van de procedures voor de verantwoording van subsidies.

Het boekhoudkundig nazichtsverslag wordt door de administratie naar de operator gestuurd. "

**Art. 65.** In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 18 ingevoegd die als bijlage bij dit besluit wordt gevoegd.

**Art. 66.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025.

**Art. 67.** De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Actie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming,  
Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

**Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van deel 2, boek III van het Reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen**

"Bijlage 18 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Model brandattest voor CRI's, het Waals Observatorium voor de Integratie van Vreemdelingen, ILI's, ondersteunende diensten voor de autonomie van MENA's en sociale tolkenorganisaties

Gelet op het rapport opgesteld door ....., Hoofd van de brandweerdienst, op ....., betreffende de dienst voor sociale insluiting\* genaamd .....  
gelegen .....  
en beheerd door .....

ONDERGETEKENDE,

Burgemeester van .....

**Eerste mogelijkheid (\*\*)**

stem in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst.

**Tweede mogelijkheid\***

stem niet in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst om de volgende redenen:

.....  
.....  
.....

Bijgevolg,

**Eerste mogelijkheid (\*\*)**

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst voor sociale insluiting voor een periode van vier jaar \*\* - van..... (te bepalen voor een periode van minder dan vier jaar).

**Tweede mogelijkheid (\*\*)**

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst voor sociale insluiting voor een periode van .....en tot .....

Tijdens die periode zal inzake veiligheid en brandbeveiliging aan de volgende punten moeten voldaan worden:

-  
-  
-  
-

Het hoofd van de brandweerdienst zal een controle moeten uitvoeren.

**Derde mogelijkheid (\*)**

de inbedrijfstelling – de voortzetting van de activiteiten – is niet toegelaten\*.

De Burgemeester,

(datum en handtekening)

\* Schrappen wat niet past

\* Schrappen wat niet past en aanvullen. "

- Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van deel 2, boek III van het Reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming,  
Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE